

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE VOTE POLITIQUE DES FEMMES EN ANGLETERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 8 Mars 1921, à 3 heures 1/2

PAR

M. Elie ATTAL

Président : M. CHAVEGRIN

Suffragants : { MM. ROLLAND, } *agrégé*
 { GIDEL. } *chargé de cours*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547121_0050

LE VOTE POLITIQUE DES FEMMES
EN ANGLETERRE

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE VOTE POLITIQUE DES FEMMES EN ANGLETERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 8 Mars 1921, à 3 heures 1/2

PAR

M. Elie ATTAL

Président : M. CHAVEGRIN

Suffragants : { MM. ROLLAND, } *agrégé*
 { GIDEL. } *chargé de cours*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1921



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA FEMME

A MES AMIS

ALBERT BESSIS et VICTOR SEBAG

TÉMOIGNAGE DE MON AFFECTION

BIBLIOGRAPHIE

- Anson (W.-R.) — *Loi et pratique constitutionnelle de l'Angleterre.*
— Trad. Jeze.
- Barthelemy (Joseph). — *Le vote des femmes.* — 1920.
- Blackburn (Helen). — *Record of Women's Suffrage.*
- Brownlon (J.) — *Women's Work in local government.* — 1911.
- Buisson (Ferd.) — *Rapport de la Commission du Suffrage universel sur le vote local des femmes.* — *Journal Officiel*, Doc. parlem. Annexes, 1909, n° 2716, p. 179.
- Buisson (Ferd.) — *Le vote des femmes.* — 1911.
- Condorcet. — *L'admission des femmes au droit de cité.* — *Journal de la Société de 1789*, n° du 3 Juillet 1790.
- Fawcett (Mrs.) — *Revue politique et parlementaire*, 1896, p. 307.
- Fawcett (Mrs.) — *Women's Suffrage.* — Londres 1912.
- Finot (Jean). — *Le préjugé et le problème des sexes.* — 1911.
- Jaline (de la). — *Le suffrage féminin en Angleterre et les suffragettes.* — 1909.
- Jenks. — *Esquisse du gouvernement local en Angleterre.* — Trad. Jeze.
- Joran (Th.) — *Autour du féminisme.* — 1906.
- Joran (Th.) — *Le Suffrage des femmes.* — 1913.
- Lawrence (Frederick W. Pethick). — *Women's fight for the vote.*
— Londres 1912.
- Milhaud (Caroline). — *Revue politique et parlementaire*, 1909, p. 145.
- Mill (James). — *Essai sur le government.* — 1823.
- Mill (Stuart). — *Représentative government.* — 1861.
— *The Subjection of Women.* — 1869.
- Mill (Mrs J.-S.) — *Westminster Review.* — 1851.
- Pankhurst (Mrs E. Sylvia). — *The Suffragette, the history of the Women's militant Suffrage Movement.* — 1911.
- Pankhurst (Miss Christabel). — *The Methods of the National Women's social and Political Union.* — 1908.
- Schreiner (Olive). — *Woman and Labour.* — New-York 1911.

Thomson (W.) — *L'appel d'une moitié de la race humaine, les femmes, etc.* — 1825.

Turgeon. — *Le féminisme français.* — 1902.

Zinemern (Alice). — *Le suffrage des femmes dans tous les pays.* — 1911.

Pour les travaux parlementaires :

La Collection : *Hansard's Parliamentary Debats.*

Enfin, les organes des différentes associations et les revues diverses :

Antisuffrage Review, organe de l'*Antisuffrage League*.

The Common Cause, organe de la *National Union of Women's Suffrage Societies*.

The Conservative and Unionist Women's Franchise.

Review, organe de la *Conservative and Unionist Women's Franchise Association*.

The Englishwoman.

Fortnightly Review.

The Irish Citizen, organe des suffragistes irlandaises.

Jus Suffragii, organe de l'*Alliance internationale pour le suffrage des femmes*.

The Manchester Guardian (suffragiste).

Votes for Women, organe de la *National Women's Social and Political Union* (Suffragettes) : de 1903 à 1918, elle a publié hebdomadairement des articles sur la théorie et les méthodes suffragistes, et une foule de renseignements sur le mouvement et les résultats du suffragisme à l'étranger.

INTRODUCTION

La guerre qui vient de secouer le monde pendant plus de quatre années n'a pas été seulement un de ces événements d'ordre purement militaire dont l'histoire fournit de nombreux exemples. Par la mise en jeu de toutes les forces vives des pays belligérants, elle peut être appelée la guerre des nations. Les peuples qui y ont pris part n'y ont pas envoyé seulement des armées toutes prêtes à l'avance. Ils s'y sont jetés tout entiers. Ils y ont affecté toutes leurs ressources matérielles. Il n'est pas de richesse naturelle, de branche d'industrie ou d'activité qui n'aient pris à cette lutte une part plus ou moins directe. Pour suffire à cette tâche immense, ce n'était pas trop de la population dans son ensemble. Les hommes valides partaient en masse aux armées. Il fallait les suppléer dans leurs fonctions productives les remplacer aux champs, à l'atelier, pour satisfaire à leurs immenses besoins en vivres, en équipement, en munitions.

Pour résoudre ce problème capital de la main-d'œuvre, les femmes se sont offertes. La fonction de la femme

s'est brusquement trouvée élargie. De familiale, elle est devenue sociale. Dans les guerres précédentes, on avait vu des mères, des épouses, des sœurs de soldats soigner les blessés, on ne les avait pas vu conduire des tramways, travailler la terre, fabriquer des obus ou des fusils.

Ainsi, cette guerre, qui, par son caractère national, a exercé des répercussions si variées et si durables dans l'ordre économique, a brisé le cadre traditionnel dans lequel l'homme était accoutumé à voir vivre la femme. Celle-ci a dépassé la mission que semblait lui assigner une division du travail conforme à sa nature et elle a joué dans la cité un rôle aussi utile qu'inattendu.

En contribuant, non plus par un dévouement bénévole de quelques mois, mais par un dur labeur de cinquante mois à la victoire de l'Entente, les femmes ont plus fait pour leur émancipation que toutes les campagnes féministes. Elles ont ruiné la légende de la prétendue infériorité de la femme. A ceux qui voudraient les parquer dans le logement familial, avec les enfants et leur ménage, elles ont démontré leur compétence à suppléer l'homme dans la production. Elles se sont acquittées à la satisfaction de tous de la mission économique qu'elles s'étaient elles-mêmes assignée et ont ainsi apporté un appoint capital à la cessation glorieuse des hostilités. N'est-il pas temps de compléter par l'égalité politique cette égalité économique qu'elles ont prouvée?

Cette attitude admirable des femmes pendant la guerre

a fait faire un grand pas au féminisme et particulièrement au suffrage des femmes. En France, avant 1914, les Commissions de la Chambre croyaient se montrer très généreuses en attribuant aux femmes l'électorat et, tout au plus, l'éligibilité aux conseils municipaux, d'arrondissement et généraux. En mars 1910, le rapport Buisson, favorable à cette réforme, bien limitée, avait été un événement. Depuis cette date, la Chambre n'avait d'ailleurs manifesté aucun empressement à réaliser ce modeste programme. Et brusquement, le 20 mai 1919, elle a écarté ce projet transactionnel de la Commission du suffrage universel et adopté à une énorme majorité de 389 voix contre 95, une contre-proposition de MM. Jean Bon et Louis Andrieux conférant aux femmes la plénitude des droits politiques.

Cependant, le Sénat s'est montré réfractaire à une assimilation aussi complète des femmes aux hommes au point de vue de l'électorat et de l'éligibilité politiques et il a repoussé la proposition déposée en ce sens par M. Louis Martin.

La décision de la Haute Assemblée a été une grosse déception pour les partisans du suffrage féminin, qui espéraient voir le Sénat s'incliner devant la volonté presque unanime de la Chambre des Députés. Elle prouve le scrupule de certains hommes politiques à conserver une mesure qu'ils considèrent encore comme quelque peu révolutionnaire, bien que le Sénat, à différentes

reprises et notamment en matière fiscale, se soit fréquemment montré disposé à suivre, parfois même à devancer, la Chambre dans ses tendances démocratiques.

En étudiant la question du vote des femmes en Angleterre, nous voudrions montrer combien est peu fondé le scrupule qui fait hésiter certains parlementaires à accorder le suffrage politique aux femmes. Les acts du Parlement britannique du 6 février et du 15 novembre 1918 ont, à quelques restrictions près, consacré l'égalité politique des hommes et des femmes tant au point de vue de l'électorat que de l'éligibilité politiques. C'est là un précédent dont l'importance ne saurait être exagérée. Avant 1918, on pouvait n'attacher qu'une valeur minime aux législations qui avaient consacré le principe de suffrage féminin. Elles s'appliquaient à des Etats de faible population, tels que la Norvège, la Finlande ou l'Australie, qui a moins d'habitants que la ville de Londres, ou à des pays sans souveraineté internationale complète, comme les Dominions d'Australie ou de Nouvelle-Zélande. Avec les acts de 1918, l'électorat et l'éligibilité des femmes apparaissent dans un vaste Etat jouissant d'une pleine souveraineté internationale et figurant parmi les plus grandes puissances du monde.

Voilà bien des points de contact entre les deux pays. Ces affinités donnent à la réforme électorale anglaise de 1918 la valeur d'un enseignement d'une toute autre

portée pour la France que les expériences de suffrage féminin antérieurement faites dans d'autres pays.

La leçon de cette réforme est d'autant plus intéressante pour la France que l'attitude du Parlement anglais n'est pas sans analogie avec celle de la Chambre des Députés française. Avant la guerre, l'un et l'autre ne montraient qu'un empressement assez médiocre à l'adoption d'une mesure qui leur paraissait sans doute prématurée. La Chambre des Communes s'était, à différentes reprises, prononcée dans les deux sens et lorsqu'elle votait en seconde lecture des bills consacrant le suffrage féminin, c'est qu'elle savait d'avance que la clôture prochaine de la session allait les frapper de caducité. De son côté, le Cabinet Asquith offrait le spectacle de son désaccord sur la question, et son chef avait pour tactique de différer sans cesse le débat devant l'Assemblée. La guerre éclate ; l'agitation féministe et suffragiste cède devant l'unanime dévouement patriotique des femmes d'Angleterre et, brusquement, leur attitude pendant les hostilités convertit le Parlement, convertit M. Asquith lui-même, comme l'attitude des femmes françaises décidera un peu plus tard la Chambre des Députés. Le 20 juin 1917, les Communes adoptent le principe du droit de vote pour les femmes à la majorité écrasante de 385 voix contre 55. L'année suivante, allant plus loin, le Parlement admet l'éligibilité des femmes aux Communes. Ainsi, en Angleterre comme en France, les circonstances de la guerre ont fait avancer

la cause des droits politiques des femmes. Ce rapprochement d'histoire parlementaire permet d'espérer que la défaite du suffrage féminin en France n'est que provisoire et que le Sénat, comme les Lords, finira par céder à la poussée de la Chambre directement élue par le suffrage universel.

Si l'on envisage la question du vote des femmes en Angleterre, comme nous nous proposons de le faire, en cherchant avant tout à dégager l'enseignement qui peut en être tiré au point de vue français, l'histoire de son institution offre peut-être plus d'intérêt encore que le commentaire de la réforme elle-même. L'octroi aux femmes anglaises du droit de vote et de l'éligibilité politique est encore de trop fraîche date pour qu'on puisse tirer des conclusions définitives de l'unique expérience qui vient d'en être faite.

Par contre, l'historique du suffrage féminin en Angleterre est pour nous d'une grande utilité, en dehors même de l'attrait qu'offre en soi, pour l'historien, le récit de la campagne si longue, si persévérante, si particulière dans ses moyens d'action, des suffragistes et des suffragettes. Au point de vue théorique, bien que la discussion sur l'accession des femmes au vote politique remonte à des siècles, à l'antiquité même, l'incessante propagande anglaise au cours du xix^e siècle a grandement contribué à la renouveler et à la rajeunir, en appelant au service de la cause féministe la science physique et biologique la

plus récente comme la philosophie moderne et la science économique. Dans ce mouvement des idées se détache la grande autorité de John Stuart Mill. Il n'est pas question ici d'exposer dans son ensemble la thèse du droit de vote pour les femmes, encore moins la thèse féministe. La question serait par trop ample et bien peu neuve dans sa généralité. Il n'est cependant pas inutile d'analyser les principaux arguments qui ont alimenté la discussion en Angleterre. En le faisant, nous dégagerons ceux qui présentent une valeur générale, universelle, de ceux qui étaient spéciaux au monde anglais. La question du suffrage féminin est en effet trop complexe pour ne pas présenter des faces un peu différentes suivant les milieux politiques, économiques, sociaux, l'argumentation suffragiste ne peut être transplantée en bloc d'un pays dans un autre. Certaines discussions se rattachant au vote des femmes en Angleterre sont purement « anglaises ».

Les revendications féminines en Angleterre ont eu un caractère spécial et une portée limitée. D'ailleurs, la femme y a été émancipée plus tôt qu'en France. Au point de vue du droit privé, la femme mariée anglaise possède une indépendance complète. Au point de vue du droit de suffrage, elle a obtenu depuis longtemps l'accession à un certain nombre d'élections non politiques, notamment aux élections locales. La campagne suffragiste, depuis 1869 tout au moins, était donc en Angleterre

purement politique. La première étape, l'électorat et l'éligibilité administratifs, devra retenir quelque temps notre attention. Elle forme un champ d'expérience assez étendu.

Enfin l'étude de l'évolution historique du suffrage féminin en Angleterre nous donnera l'occasion d'entrer en contact avec les mœurs politiques si particulières de ce pays. Nous verrons pourquoi, dans ce milieu où règne le gouvernement de partis, devait si difficilement aboutir une réforme qui trouvait des adeptes dans tous les partis, mais qui divisait chacun d'eux et n'était inscrite au programme d'aucun d'eux, sauf du *Labour Party*. Constatons, en passant, que pareil obstacle n'existe pas en France où la discipline des partis est beaucoup moins rigoureuse. Par contre, la solidarité ministérielle n'y autoriserait pas ce spectacle d'un membre du Cabinet soutenant au Parlement la thèse opposée à celle du premier, comme Sir Edward Grey en face de M. Asquith. La propagande des suffragettes et des suffragistes, avec les *canvass*, les *meetings*, le *militancy* offre de curieux spécimens des mœurs anglaises et mêlait déjà les femmes anglaises à la vie politique.

Nous exposerons successivement dans deux parties :

1° L'histoire du mouvement suffragiste en Angleterre et son aboutissement, la réforme de 1918.

2° Les théories suffragiste et antisuffragiste anglaises et leur valeur au point de vue de la question du vote des femmes en France.

LE VOTE POLITIQUE DES FEMMES EN ANGLETERRE

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT SUFFRAGISTE EN ANGLETERRE ET LA RÉFORME DE 1918

CHAPITRE PREMIER

**La situation politique des femmes
et les revendications suffragistes avant Stuart Mill.**

Avant la révolution de 1648, la femme anglaise jouissait de droits plus étendus que la femme française. Au début du régime normand, les usages des fiefs militaires firent préférer l'héritier mâle à ses sœurs ; cependant les filles succédaient avant les collatéraux. Le sexe n'était pas une cause de disqualification. La possession de la terre conférait à la femme les mêmes devoirs et les mêmes privilèges qu'à l'homme. Elle déléguait seulement ses pouvoirs à son mari. Quelques femmes même recevaient des titres personnels, qu'elles transmettaient à leurs descendants, à l'exclusion de leur

mari. Margaret, comtesse de Norfolk devint duchesse sous Richard II ; en 1868, encore, Mrs Disraëli fut créée comtesse Beaconsfield, son mari restant « commoner ».

Les femmes prêtaient et recevaient l'hommage, tenaient cour de justice, rendaient au roi le service militaire, en personne ou par représentants. On en cite qui furent armées chevaliers, comme lady Cholmondeley, sous Elisabeth. Elles remplissaient les charges attachées à leur domaine. Des femmes furent nommées à des bénéfices ecclésiastiques ou shériffs de comté, paires de leur propre droit, soumises à l'appel devant le Parlement où, parfois, elles comparaissaient même en personne.

Au-dessous des paires, les femmes de comté héritent librement, agissent indépendamment de leur mari, signent des actes et des chartes, notamment sous Edouard III et Richard II. Elles reçoivent et prêtent l'hommage, nomment à des églises, élisent le *Knight of the shire*, qui représente, dans les premiers parlements, ceux qui ne sont ni éligibles en personne, ni qualifiés pour envoyer un député à la Chambre des Lords. Si elles possèdent des bourgs en propriété privée, elles nomment directement leurs représentants au Parlement (*burgess*) comme Dorothee Packington pour le bourg d'Aylesburg.

Au ^{xvi}^e siècle, les femmes ont le droit de cité dans diverses villes, notamment à Londres, à Chester, à Winchester, à Leicester. Elles peuvent être membres du Conseil de bourg, telle Rose Cloke à Maidstons, en 1593.

Henri III leur avait même conféré le droit de voter pour le Parlement, mais dans une limite variant avec les cités.

Enfin, la loi salique ne s'appliquait pas en Angleterre. Des femmes ont été reines, Marie Tudor, Elisabeth, Anne, Victoria. D'autres ont exercé la régence pendant les expéditions de leurs époux, telles la femme de Guillaume le Conquérant et celle d'Edouard VIII. Henri III restreignit les privilèges de la *Queen-Consort*, mais avant cet *act*, les reines partageaient le pouvoir avec leur mari, assistaient aux Conseils, signaient à côté de lui les chartes accordées aux églises et aux abbayes.

La Révolution de 1648, avec le développement du puritanisme et la guerre civile, qui développe la force brutale et l'autorité de l'homme supprime les droits de la femme, consacrant ainsi un mouvement de réaction qui se dessinait depuis le début du *xvii^e* siècle. On fut heureux de trouver dans les écrits de Sir Edouard Coke, un jurisconsulte mort en 1634, des arguments juridiques pour écarter les femmes des affaires publiques et les assujettir progressivement à l'autorité de l'homme. Coke rappelait les termes de la vieille *common law*, où « la femme est fondue dans le mari », celui-ci s'appelant « baron » et celle-là simplement « femme ». C'était refuser aux femmes jusqu'à l'existence juridique. Coke affirmait que les lois lient justement ceux même qui ne sont pas appelés à les faire. Il déniait aux femmes le droit de juger dans les cours seigneuriales, d'élire le « chevalier du comté ».

Cette opinion purement personnelle d'un jurisconsulte devint la doctrine générale. Il passa en proverbe que « les affaires publiques ne regardent pas les femmes » et que « les hommes savent mieux qu'elles ce dont elles ont besoin ». Dès 1640, le grand shériff de Suffolk, sir Simon d'Ewes, mettait en pratique les théories de Coke. Aux élections de 1640, tout en reconnaissant qu'aucun texte de loi n'interdisait formellement aux femmes de voter, il déclarait « déshonorant, indigne d'un vrai gentleman, de s'appuyer sur leurs voix. »

Cependant, de temps à autre, les femmes protestaient contre la suppression de leurs droits et cet asservissement légal. En 1641, elles présentent une pétition à l'entrée de la Chambre des Communes. Anna Clifford, comtesse de Dorset, puis de Pembroke (1590 à 1671) ne cesse de s'insurger contre les lois successorales défavorables aux femmes. Malgré les cabales et l'opposition d'un secrétaire d'Etat, elle impose son petit-fils, Thomas Tufton, comme représentant d'Appleby.

A la fin du xvii^e siècle, Mary Astell publie une série de pamphlets pour la « Défense du sexe féminin » (1694, 1696, 1700).

Parfois, les tribunaux locaux font droit à des revendications de femme : à Chelmsford, pour une nomination de gouverneur d'une maison de travail ; ailleurs, pour une charge de gardien de prison ou de clerc de la couronne. En 1739, une majorité de votes féminins élit une femme

sacristain de Saint-Botolph, cette élection est confirmée, après un débat d'où sort douteuse la question du droit légal de voter pour les femmes.

Aux débuts de la Révolution française, en 1789, Miss Mary Wollstonecraft dédie à Talleyrand son livre sur « La défense des droits des femmes » *Vindication of the rights of women*. Son ouvrage est traduit en français trois ans plus tard. Elle s'y déchaîne contre Rousseau, hostile à l'émancipation des femmes. Elle prétend que la distinction des sexes est purement arbitraire ; « en traitant des mœurs des femmes, disait-elle, laissons de côté le sexe ! »

Son beau-fils, le poète Shelley, contribue à répandre ses idées sur l'émancipation des femmes. Vers 1813, Mrs El.-Frey continue cette propagande.

Puis vient une réaction. James Mill, en 1823, publie son Essai sur le *government*. Malgré ses doctrines politiques avancées, le fondateur du radicalisme politique s'affirme nettement antiféministe. Reprenant la théorie de Coke fondée sur le *common law*, il prétend que les intérêts de la femme ne sont pas distincts de ceux de son père ou de son mari. Il en conclut qu'elle peut être privée de droits politiques sans inconvénients, comme tous les individus dont les intérêts sont indiscutablement compris dans les intérêts d'autres individus.

Deux ans plus tard, William Thomson réfute cette théorie, dans un opuscule intitulé « L'appel d'une moitié de la race humaine, les femmes, contre les prétentions de

l'autre moitié, les hommes, à les maintenir en esclavage politique et par suite civil et domestique. En réponse à un paragraphe du célèbre article de M. Mill sur le *government* ».

Cependant, la théorie de James Mill exerce une influence sur la législation et n'est pas étrangère au vote du *Reform Act* de 1832. Jusqu'à cette époque aucun texte n'excluait expressément les femmes de la vie publique. Elles en avaient conclu qu'elles possédaient implicitement le droit de vote, en vertu des principes fondamentaux du droit constitutionnel anglais (liberté individuelle et *self government*).

Le *Reform Act* de 1832, coupe court à cette interprétation et enlève expressément aux femmes les droits qu'elles avaient réussi à exercer au début du *xiv^e* siècle, sur de nombreux points du territoire, tout au moins en matière municipale. Au mot *man* qui figurait dans les textes antérieurs et qui prêtait à équivoque, il substitua l'expression *male person*. Aucun doute ne pouvait plus subsister. Trois ans plus tard, le *Municipal Corporation Act* de 1835, au moyen de la même procédure, enlève aux femmes le suffrage municipal, comme le *Reform Act* leur avait dénié le suffrage politique.

L'argument littéral tiré du mot *man*, interprété à la lumière des principes du droit public anglais paraissait assez puissant pour que lord Brougham ait essayé, par le procédé détourné d'une interprétation de texte, de

détruire l'œuvre des acts de 1832 et de 1835. En 1850, il fit voter le *Lord Brougham's Act*, aux termes duquel, dans tous les *acts* du Parlement, les « mots employés au masculin seraient considérés comme s'appliquant aux femmes à moins de dispositions expresse en sens contraire ». C'était donner raison à l'interprétation féministe, mais elle était momentanément sans intérêt pour la question du suffrage, à cause de la rédaction expresse des Acts de 1832 et de 1835. Il faut attendre le *Reform act de 1867*, qui substitue le mot *man* aux mots *male person* pour voir la loi d'interprétation de *lord Brougham* invoquée devant les tribunaux par les femmes en faveur du droit de vote.

Privées par des textes formels du suffrage municipal et politique, les suffragistes consacrent de 1835 à 1867, leurs efforts à développer le mouvement d'opinion féministe. Dès 1836, Mrs Norton invoque : Le « droit naturel des mères à la garde de leurs enfants ». L'*Infants custody act*, donne à la mère l'accès de droit auprès de ses enfants jusqu'à l'âge de sept ans. La liberté politique des femmes trouve un appui dans la secte des *quakers*.

Le mouvement libre échangeiste de 1840, en associant les femmes à l'action politique, leur donne conscience de leurs droits et commence à intéresser à leurs revendications l'opinion, jusqu'alors assez indifférente. Richard Cobden avait eu l'idée d'utiliser le concours des femmes et des jeunes filles de la bourgeoisie pour la propagande

en faveur du libre échange. Par une action méthodique, en *canvassing*, c'est-à-dire en faisant des visites personnelles au domicile des électeurs, elles avaient réussi, à la fin de 1844, à recruter à l'*Anti-Korn League* plus de 50.000 adhérents.

En 1857, le mouvement d'émancipation donne un premier résultat. Le Parlement vote la loi du divorce, qui, en permettant de mettre un terme au mariage, apporte une sanction aux abus de l'autorité maritale. Mais il consacre d'injustes inégalités au détriment de la femme, relativement aux causes du divorce.

CHAPITRE II

Le Mouvement suffragiste de Stuart-Mill à la fin du XIX^e siècle.

Tandis que dans son essai sur le *government* James Mill s'était rangé au nombre des adversaires de l'émancipation des femmes, son fils, John Stuart Mill, allait donner à la cause féministe l'appui de sa haute autorité. Il la servit à la fois par ses écrits et par son action politique. Dès 1851, Mme Stuart Mill, dont l'influence devait être profonde sur la pensée de son mari, mais qui mourut prématurément, avait publié dans la *Westminster Review* un article sur l'affranchissement des femmes, qui avait fait sensation. Précisant les tendances déjà affirmées dans son traité d'économie politique, Stuart Mill demandait formellement, dans son *Representative Government* paru en 1861, l'électorat pour les femmes, au nom des principes du gouvernement représentatif, qu'il estimait illogique de limiter aux hommes (1).

(1) Stuart Mill. «Representative Government». p. 175 et suivantes.

Les féministes ne pouvaient trouver une plus haute autorité pour soutenir leurs revendications devant le Parlement. A la demande d'un grand nombre d'électeurs Stuart Mill posa sa candidature à Westminster aux élections générales de 1865 et, dans sa profession de foi, il posa nettement la question du vote des femmes devant le corps électoral. Une fois élu, il présenta à la Chambre des Communes une pétition en faveur du suffrage, revêtue de 1.500 signatures (juillet 1866). Puis l'année suivante, il déposa un amendement au projet de réforme électorale du cabinet Disraëli : il demandait la substitution du mot *person* au mot *man*. C'était poser la question du suffrage des femmes sur le terrain interprétatif qu'avaient déjà choisi les féministes en 1850. Stuart-Mill ne demandait d'ailleurs le vote que « pour les femmes propriétaires, hors mariage, payant en leur nom l'impôt ». Il faut rappeler que le suffrage masculin était également censitaire. Le magistral discours prononcé par Stuart Mill, le 20 mai 1867 est resté célèbre et il a été édité depuis à diverses reprises. Il produisit une impression profonde sur la Chambre des Communes et s'il n'entraîna pas le vote de l'amendement, celui-ci réunit une minorité de 73 députés contre 195, minorité dépassant toutes les prévisions.

Malgré l'échec de l'amendement et bien que son auteur n'ait pas été réélu l'année suivante, le débat avait eu pour résultat de faire sortir la question du terrain pure-

ment doctrinal, de la placer sur le terrain parlementaire et pratique. Et dès 1869, Stuart Mill dans son *Subjection of Women*, en présentait la théorie définitive.

En 1868, les suffragistes portèrent le débat sur le terrain judiciaire. Le *Reform act* de 1867 avait employé le mot *man* au lieu de l'expression *male person*. Les féministes ne manquèrent pas d'invoquer la disposition du *Lord Brougham's Act*. Le mot *man* dans le *Reform Act* devait, disaient-ils, s'appliquer aux femmes, à défaut de disposition contraire, le silence de l'act de 1867 suffisait à leur conférer le droit de vote. Aux élections de 1868, un grand nombre de femmes demandèrent leur inscription sur les listes électorales. Rien qu'à Manchester, 5.346 réclamations furent présentées. Ce chiffre suffit à montrer à quel point la question commençait à passionner l'opinion féminine. Quelques *revising barristers* firent droit à ces requêtes, mais la plupart les rejetèrent. Saisie de la question, le *Court of Common Pleas* par décisions des 7 et 9 novembre 1868 débouta les femmes de leur prétention. Elle s'en tint à la doctrine de l'act de 1832 et déclara que « le mot homme n'a jamais, sauf dans les traités de physiologie, désigné les deux sexes, surtout dans notre Constitution . . . L'histoire a réfuté cette affirmation ».

Quant à l'argument tiré du *Lord Brougham's Act*, la Cour l'écartait par le motif que ce texte ne s'appliquait pas aux privilèges conférés par l'Etat.

Elle aurait pu ajouter qu'en repoussant l'amendement de Stuart Mill, la Chambre des Communes avait formellement entendu le mot *man*, dans le *Reform Act* de 1867, dans le sens du refus du droit de vote pour les femmes.

En France, notons-le en passant, des femmes ont essayé aussi de se faire inscrire sur les listes électorales. A défaut d'une disposition analogue à l'*act de lord Brougham*, elles prétendaient que n'étant exclues par aucun texte contraire elles étaient électrices. Portée devant les tribunaux et jusqu'à la Cour de Cassation, leur prétention a été rejetée à plusieurs reprises par la Cour Suprême (1). De même, le Conseil d'Etat a rejeté le recours pour excès de pouvoir formé par Mme Marguerite Durand, candidate aux élections législatives de 1910, contre une décision du préfet de la Seine, qui avait refusé de lui délivrer récépissé de sa déclaration de candidature, se fondant sur ce qu'elle n'avait pas la qualité de citoyen nécessaire pour faire une telle déclaration (2). La Cour de Cassation, dans l'arrêt Barberousse s'appuyait sur le silence des dispositions constitutionnelles et légales à l'égard de la jouissance et de l'exercice des droits politiques pour les femmes, sur l'esprit des constitutions et lois relatives au suffrage universel et sur une sorte de coutume attestée par l'application ininterrompue et jamais contestée qui

(1) Cass. 16 mars 1885, D. 85. 1. 105, Mlle Barberousse, 21 mars 1893, D. 93. 1. 555, Mme Vincent ; 23 avril 1914, Mlle Halbwechs.

(2) Conseil d'Etat, 20 avril 1912.

en a été faite depuis l'institution du suffrage universel, lors de la formation première ou de la revision annuelle des listes électorales.

Stuart Mill n'avait pu faire voter son amendement par les Communes et, en 1868, ses électeurs l'abandonnèrent. Retiré de la vie politique, il publia en 1869, son fameux traité de l'Assujettissement des femmes, *Subjection of Women*. Cet ouvrage eut un profond retentissement en Angleterre. C'était l'exposé dogmatique de la question féministe, envisagée sous tous ses aspects par un homme qui était à la fois l'un des premiers philosophes, économistes et écrivains de son époque.

La *Subjection of Women* a exercé une influence considérable et durable. C'est le fond dans lequel ont puisé les suffragistes après Stuart Mill et ils n'ont fait guère que le rajeunir.

Aussi consacrerons-nous plus loin quelques pages à l'analyse de la *Subjection of Women*. L'influence de l'action politique et des écrits de Stuart Mill, ne devait cependant pas tarder à se manifester. La tactique de Jacob Bright, qui devient à sa place le champion des féministes aux Communes, consiste à séparer les questions pour augmenter les chances de succès. En 1868, il réussit à faire passer une proposition accordant aux femmes l'électorat municipal, pour l'Angleterre et le pays de Galles. C'était une première et importante victoire.

L'année suivante, Jacob Bright essaya de la compléter

par l'électorat politique. Plus heureux que Stuard Mill, il obtint, le 4 mai 1870, la prise en considération de sa proposition, par 124 voix contre 91. Mais quelques jours après, le 12 mai, sur l'opposition du Cabinet, le renvoi à la Commission fut repoussé, par 220 voix contre 94, à la suite de l'intervention de Gladstone.

Par contre, Jacob Bright fit passer la même année, dans la loi sur l'instruction publique, un amendement conférant aux femmes l'électorat et l'éligibilité aux *school boards* (bureaux scolaires). Dès le mois de novembre, quatre femmes furent élues : à Londres, miss Garvett et miss Davies, celle-ci par plus de 47.000 voix ; à Manchester, miss Becker, à Edimbourg, miss Stevenson, qui fut constamment réélue jusqu'à sa mort, en 1905, et fut appelée, en 1900, à la présidence du bureau.

Ce double succès marquait le progrès évident de l'idée féministe en Angleterre. Tout en lui faisant sa part, le Parlement devait cependant hésiter longtemps encore à accueillir ses revendications purement politiques. Les droits qu'il venait d'accorder aux femmes étaient les moins discutables, ils étaient d'ordre purement administratif, sans caractère politique ; n'était-il pas tout simple de donner aux femmes un droit de contrôle sur l'instruction et l'éducation de leurs enfants ?

Quant au vote municipal, il existait même dans des pays non démocratiques, tels que les pays slaves et germaniques et il s'y justifiait par l'idée que la commune est

un groupement d'intérêts antérieur à l'Etat. Cet intérêt, il se manifeste par le paiement de l'impôt ou par la propriété foncière : dans ce dernier cas, le suffrage est un vestige du droit féodal, où la personne représente la terre. L'octroi aux femmes anglaises du suffrage municipal, limité en 1869, aux propriétaires fonciers, pouvait, à la rigueur, être considéré comme l'application de ces idées, dans un pays où le suffrage politique même était encore censitaire et où se maintenaient encore des traces des coutumes féodales.

Un peu plus tard, en 1873, les mêmes motifs qui avaient fait admettre l'électorat et l'éligibilité des femmes aux *school boards* leur ont fait reconnaître les mêmes droits pour les *boards of guardians*. Ce sont les bureaux d'administration de l'assistance publique (*le poor law*). Ces commissions élues ont pour rôle de visiter les enfants placés à la campagne, de s'occuper des malades, de veiller sur les chômeurs enfermés dans les *workhouses*. Les femmes étaient toutes désignées pour cette mission de charité.

Ces droits conférés aux femmes laissaient entière la question du suffrage proprement politique. Les acts de 1869, 1870, 1875 n'étaient pas cependant sans montrer que le Parlement commençait à s'intéresser au sort de la femme et à reconnaître son aptitude à jouer un rôle social, en dehors du rôle familial dans lequel on avait voulu la parquer jusqu'alors. Les élections aux *schools*

boards tiraient une signification politique du fait que les femmes élues étaient des militantes du mouvement suffragiste. A Londres, à Manchester, à Edimbourg, qui les avaient élues, et aussi à Birmingham et à Bristol, se constituèrent cinq associations suffragistes. Elles se réunirent en une fédération, qui fut l'origine de la puissante *National Union of Women's Suffrage Societies*.

Bien que le suffrage féminin n'eût jamais été un article de programme de parti, il avait surtout trouvé des adhérents dans les partis avancés, libéraux et radicaux, Stuart Mill en avait été le principal protagoniste. Richard Cobden s'en était déclaré partisan, ainsi que Robert Owen. L'amendement de Stuart Mill au *Reform Bill* de 1867 n'avait recueilli que dix voix conservatrices. Aussi fut-ce un appoint précieux pour cette cause que l'adhésion de Disraëli, le chef du parti conservateur. En 1873, quelques mois avant d'être appelé au pouvoir, il répondait en ces termes à un mémoire, signé de 11.000 femmes, qui lui avait été présenté par M. W. Gare Lawgton.

« Cher Gare Lawgton, je fus très honoré de recevoir de vos mains le mémoire signé de 11.000 femmes, parmi lesquelles se trouvent les noms les plus illustres, me remerciant de mes efforts pour abolir cette anomalie que la franchise parlementaire attachée à l'habitation ou à la propriété, lorsqu'elle est possédée par une femme, ne puisse pas être exercée, alors que la même franchise

profite aux femmes pour les élections locales. J'ai la conviction que cette anomalie est contraire aux intérêts les plus élevés de la nation, et j'ai confiance que la sagesse du Parlement saura la faire disparaître ».

Cependant, sous le cabinet conservateur de Disraëli, la question n'avança pas d'un pas au Parlement. C'est d'un gouvernement libéral qu'on attendait la réalisation du vœu féministe. Le programme du parti libéral comportait le suffrage aux paysans : il était naturel d'en escompter l'extension aux femmes. Pourtant, pendant de longues années, c'est dans le parti conservateur que la réforme allait trouver son appui et le parti libéral allait lui susciter une vive opposition.

En 1880, les élections générales portent au Parlement une forte majorité libérale ; Gladstone devient chef du Cabinet. Cette année même les femmes de l'île de Man obtiennent le droit de vote à la « Chambre des Clés », d'abord les femmes propriétaires de biens-fonds (*freeholders*), puis bientôt toutes les femmes maîtresses de maisons (*householders*).

L'année suivante, le droit de vote municipal est octroyé aux femmes d'Ecosse.

Pleines de confiance, les femmes intensifient leur propagande, font surtout proposer dans les réunions du parti libéral et du parti conservateur, des motions en faveur du suffrage féminin qui sont bien accueillies.

En 1884, M. Gladstone, dépose à la Chambre des

Communes son projet de réforme électorale comportant l'octroi du suffrage dans les comtés sur la base de l'habitation (*House-hold*), sans mention des femmes. La stupéfaction fut intense quand Gladstone, dont l'attitude antérieure avait été plutôt fuyante qu'hostile, déclara devant la Chambre qu'il s'opposerait énergiquement à l'adoption de l'amendement Woodall, qui étendait aux femmes le bénéfice du projet, et que, si les Communes le votaient il ne supporterait pas plus longtemps la responsabilité de la réforme électorale et du pouvoir.

Cette attitude, dictée par la crainte de voir s'exagérer la poussée des éléments démocratiques, auxquels Gladstone estimait avoir fait une part suffisante, entraîna le rejet de l'amendement, le 10 juin 1884, par 271 voix contre 184. Trois membres du gouvernement, suffragistes notoires, s'étaient abstenus. La majorité comprenait 104 libéraux suffragistes, qui auraient voté une motion séparée, mais ne voulaient pas compromettre l'ensemble du projet de réforme électorale. Celui-ci fut adopté vers la fin de 1884.

Ainsi « lâchées » par le parti libéral, les femmes trouvèrent dans une initiative du parti conservateur une arme puissante pour leur cause. *Le Reform Act* avait interdit la propagande électorale salariée et limité le total des dépenses électorales proportionnellement au nombre des électeurs de chaque circonscription. Pour la propagande, il fallait donc trouver des auxiliaires béné-

voles. Comme Richard Cobden dans la lutte libre échangiste, les chefs conservateurs eurent l'idée d'utiliser les femmes. La Ligue de la Primevère-*Primrose League*, fut fondée pour combattre le parti libéral au pouvoir et reconstituer le parti conservateur sur des bases démocratiques. Ces femmes furent largement employées pour la besogne matérielle de la campagne électorale et pour la propagande individuelle auprès des électeurs, le *canvass*.

Cette organisation importante (la *Primrose League* compte aujourd'hui un million et demi d'adhérents, dont la moitié de femmes), remporta un succès complet. D'abord irrités, les libéraux finirent par l'imiter. En 1886, ils fondèrent la *Women's libéral Fédération* sous la présidence de Madame Gladstone. Mais une scission s'y produisit bientôt. La *libéral Fédération* avait été instituée pour aider à la propagande du parti. Une fois qu'elles eurent pris contact avec la vie électorale, les femmes membres de l'association pensèrent tout naturellement : « si nous pouvons déterminer des votes, nous pouvons nous-mêmes voter ». Dès 1887, une motion en faveur du suffrage des femmes fut présentée à la réunion annuelle de l'association, elle fut repoussée, grâce aux femmes des leaders libéraux. La résolution était, en effet, contraire à l'attitude d'opportunité adoptée par le chef du gouvernement et la majorité libérale. En 1888 et 1889, mêmes motions, encore rejetées. Mais en 1890, une résolution analogue est adoptée à une forte majorité. En 1893, les

membres opposés au suffrage féminin formèrent un groupement distinct, la *Women's liberal Association*, tandis que la *Women's liberal Fédération* soutient désormais unanimement le vote des femmes.

Ces associations ont subsisté comme organisme de propagande électorale permanent. Elles sont devenues à ce point indispensables que le parti ouvrier a fondé à son tour la « Ligue ouvrière des femmes ». Malgré l'opposition libérale, elles ont servi non seulement les intérêts électoraux des partis, mais la cause des droits politiques des femmes, en mêlant celles-ci à la vie politique du pays et en faisant d'elles les auxiliaires permanents des partis.

Cependant M. Gladstone persistait dans son opposition. En 1892, le parti libéral déploya les plus grands efforts pour faire échouer en seconde lecture une proposition de M. Albert Rollit, instituant le suffrage des femmes sur des bases qui devaient être à peu de chose près reprises par le *Conciliation bill* de 1910. Au débat, intervinrent les personnalités les plus éminentes de la Chambre des Communes : James Bryce, M. Asquith et Sir Henry James, contre la proposition, M. Balfour, M. Courtney et M. Wyndham, en sa faveur. Malgré les efforts extraordinaires des libéraux, elle ne fut rejetée qu'à une minorité de 23 voix. Cinq ans après, M. Faithfull Begg réussit à faire voter une motion analogue en première lecture, par 228 voix contre 157.

Aussi, désormais, l'attitude des antisuffragistes se

modifie-t-elle. Incertains de trouver une majorité contre le principe du vote des femmes, ils se gardent bien de l'attaquer directement, ils préfèrent user de la temporisation ou de l'obstruction, pour empêcher la question de venir en discussion. Ce sera la tactique constante du Cabinet de M. Asquith.

CHAPITRE III

L'octroi aux femmes du vote et de l'éligibilité aux conseils locaux.

Avant d'arriver à cette période, il nous faut jeter un regard en arrière. Depuis 1881, une série d'acts ont élargi les droits des femmes dans les élections locales. En 1888, elles obtiennent le droit de vote aux conseils de comtés. L'électorat municipal, accordé aux femmes d'Angleterre, en 1870, aux femmes d'Ecosse, en 1881, est étendu en 1898 aux femmes d'Irlande. Désormais, les femmes, sur toute l'étendue du Royaume-Uni, ont le droit de prendre part :

a) au vote paroissial, pour les conseils de paroisse, les conseils de district, les conseils des tuteurs des pauvres de Londres, les conseils de bourg de Londres, le conseil de comté de Londres.

b) au vote de comté, pour les conseils de comtés.

c) au vote municipal, pour les conseils municipaux.
Les femmes peuvent être inscrites sous les mêmes condi-

tions que les hommes, c'est-à-dire si elles possèdent une des trois « qualifications » suivantes :

1° *Household*, occupation d'une habitation par une personne maîtresse chez elle ;

2° Occupation d'un établissement agricole ou industriel d'au moins 10 livres sterling ;

3° *Joint occupation qualification*, occupation par plusieurs personnes d'un seul établissement, à condition que le revenu annuel représente 10 livres sterling par personne.

Les femmes mariées n'avaient le droit électoral que si elles justifiaient de qualifications distinctes de celles de leur mari. Cette condition limitait l'électorat municipal, pour les femmes mariées, aux femmes riches possédant des biens personnels et imposées indépendamment de leur mari. Elle réduisait à un cinquième la proportion des femmes dans le corps électoral administratif.

Le droit électoral des femmes mariées, en dehors de Londres, était d'ailleurs discuté. Une décision de justice avait, en 1872, prononcé l'incapacité des femmes mariées de voter hors de Londres et, en pratique, elles s'abstenaient. Mais un act de 1907 vint donner lieu à une difficulté d'interprétation. Il décidait que ni le sexe, ni le mariage ne constituaient des obstacles à l'éligibilité dans les conseils. D'autre part, le *Municipal corporation act* de 1882 exigeait pour l'éligibilité la qualité d'électeur. La majorité des *revising barristers* se sont prononcés

contre l'électorat des femmes mariées en dehors de Londres.

Après la concession du droit électoral, le Parlement anglais est allé plus loin encore. De 1894 à 1907, il a ouvert aux femmes les portes des Conseils administratifs locaux. Cette mesure était conforme au principe du droit public anglais, qui uniformise à peu près les conditions de l'électorat et de l'éligibilité. Les féministes avaient invoqué cette règle et prétendu qu'en l'absence d'un texte contraire, elles étaient éligibles. Dès 1889, un an après l'octroi de l'électorat au comté par le *County Electors Act*, lady Pankhurst et miss Cobden avaient été élues au *London County Council*. Mais la Cour d'appel et la Chambre des Lords les déclarèrent inéligibles et leur refusèrent le droit de siéger,

En 1894, le *local government act* (du 5 mars) conféra aux femmes l'éligibilité aux conseils de paroisse, puis, deux ans après, un autre *act* les rendit éligibles aux conseils de district urbains et ruraux.

L'éligibilité municipale et de comté fut plus longue à obtenir. Dès 1899, la Chambre des Communes l'avait admise pour les fonctions municipales, mais la Chambre des Lords avait repoussé cette disposition sur l'intervention de James of Hereford, antisuffragiste notoire. En 1907, il renouvela son opposition, en agitant devant la Haute Assemblée le spectre de la poussée féminine. « Si
« vos seigneuries, s'écriait lord James, acceptent cette

« mesure donnant aux femmes l'accès de positions aussi
« hautes que celles d'administrateurs élus de grandes
« communautés comme Liverpool et Manchester, il n'y
« aura plus un homme en état de combattre l'extension
« aux femmes de l'électorat parlementaire. »

Cependant, cette fois, le Parlement lui donna tort. L'*act* de 1907 décida que ni le sexe, ni le mariage ne pouvaient constituer un obstacle à l'éligibilité dans les Conseils de bourgs et de comtés. (*The qualification of Women County and Borough Councils Act*) du 28 août 1907. Les résultats des élections postérieures ont démontré, même en matière municipale, l'exactitude des prévisions de Condorcet et de Stuart Mill. L'éligibilité des femmes n'a pas introduit beaucoup de femmes aux conseils municipaux et aux conseils de comtés. On n'en trouvait que sept en 1907 ; en 1911, quinze seulement dans les conseils municipaux et quatre dans les conseils de comté. Les élections d'octobre 1912 ont fait passer le nombre des femmes, au Conseil de bourg de Londres, de 11 à 12 (1). On cite trois femmes mairesses, à Brecon, à Oldham et à Aldeburgh.

Le petit nombre de femmes élues s'explique aussi par la règle posée par le *Municipal Corporation act de 1882* : pour être éligible, il faut être électeur. Cette règle écarte des conseils comme des scrutins, toutes les femmes mariées en dehors de Londres.

(1) *Votes for Women*, 11 mars et 4 novembre 1910 ; 24 mars et 8 septembre 1911 ; 26 janvier et 8 novembre 1912.

Aussi les femmes réclament-elles l'extension d'une réforme déjà réalisée pour les *poor law guardians*. Les conditions de l'électorat local, primitivement exigées pour ces fonctions par l'act de 1875, ont été remplacées par une simple condition de résidence : le nombre des femmes élues *poor law guardians* s'est rapidement élevé de 160 à 1.300, dont la moitié sont des femmes mariées. Les féministes demandent que, pour les élections aux conseils locaux, les qualifications soient également réduites à une condition de résidence. Le nombre des électrices et des éligibles en serait considérablement accru ; mais les propositions en ce sens, déposées chaque année, de 1908 à 1911, n'ont jamais pu dépasser la première lecture.

Malgré le petit nombre de femmes élues aux corps administratifs locaux, l'électorat et l'éligibilité féminins ont donné à cet égard les meilleurs résultats. Dans les comtés et les bourgs, les femmes prennent le même intérêt que les hommes aux questions locales, les problèmes d'assistance et d'hygiène sociales les préoccupent surtout et plus particulièrement, ceux qui touchent la femme et l'enfant : salubrité de la maison, lutte contre les maladies infectieuses, la mortalité infantile, l'alcoolisme et la tuberculose. Les services rendus en ces matières par les femmes au cours d'une expérience d'un demi-siècle déjà, ont été reconnus par les adversaires mêmes du suffrage politique et ils ont constitué un puissant argument en faveur de l'octroi aux femmes des droits politiques.

CHAPITRE IV

L'Organisation suffragiste.

Les suffragettes et les suffragistes constitutionnels.

Par son action politique et ses écrits, Stuart Mill avait porté la question du vote des femmes sur le terrain pratique. C'est le point de départ d'un vaste mouvement méthodiquement organisé, en vue de répandre l'idée dans le pays par une propagande incessante et de la poser avec insistance devant le Parlement. Des associations se fondent dans la plupart des villes d'Angleterre, et bientôt se groupent en *National Union of Women's Suffrage Societies*, pourvues d'un conseil et d'un comité exécutif. Puis apparaissent l'Union Sociale et Politique des Femmes, la Société Nationale de Manchester pour le suffrage féminin, la Ligue des hommes pour le suffrage féminin, le Comité de déclaration des franchises de la femme. Créées dans un but d'émancipation politique, ces sociétés défendaient d'une manière générale toutes les revendications féminines; elles étaient alliées à de multiples groupements de charité, de tempérance, à des coopératives et à des syndi-

cats féminins, dont les statuts contenaient un article en faveur du suffrage féminin : *Women's Cooperative Guild*, *Women's Temperance Organisation*, etc. Enfin, bien que la question restât en dehors des partis, le vote des femmes était un des principaux articles du programme de la *Primrose League* conservatrice et la *Women's liberal Association* s'était formée des éléments suffragistes libéraux dissidents de la *Women's liberal Federation*. A côté de ces ligues, lord Selborne et lord Meath présidaient la *Conservative and Unionist Women's Franchise Association*.

Il est naturellement impossible d'énumérer ces innombrables associations, qui étendaient leurs ramifications sur toute l'Angleterre et publiaient un nombre incalculable de périodiques. Entre ces groupements, il y avait des nuances de programmes et de méthodes. On peut cependant, en négligeant ces nuances, les classer en deux groupes nettement tranchés : les *constitutional suffragist* et les *suffragettes*.

L'organe le plus puissant des suffragistes constitutionnelles était la *National Union of Women's Suffrage Societies* (N. U. W. S. S.). Elle avait à sa tête Mrs Fowcett, veuve d'un ministre collaborateur de Stuart Mill. Elle groupait, en 1911, 305 sociétés et avait pour organe *The Common Cause*.

La N. U. W. S. S. employait dans sa campagne les méthodes constitutionnelles. Les pétitions d'abord, revêtues de centaines de milliers de signatures. De 1871 à

à 1876 les députés Bright et Forsyth ne se lassèrent pas de déposer inutilement des pétitions et des amendements sur le bureau de la Chambre des Communes en faveur du vote des femmes. D'après Lawrence (1) il fut présenté aux Communes, à l'appui de ces amendements : en 1873, 919 pétitions portant 329.206 signatures ; en 1874, 1.404 pétitions revêtues de 430.343 signatures ; en 1875, 1.273 pétitions avec 415.622 signatures. De 1866 à 1879, 9.563 pétitions furent déposées avec un chiffre de signatures dépassant 3 millions.

Très employé au début de la campagne, ce procédé fut ensuite, à cause de sa signification médiocre et de son peu d'efficacité rejeté au second plan par le meeting. Les gens à qui on présente une pétition la signent le plus souvent les yeux fermés, par politesse ou par esprit de corps, sans chercher à se rendre compte de cet acte, qui ne les engage à rien. Arrivée au Parlement, la pétition passe devant une Commission et n'a généralement pas d'autre suite.

Tout autre est la portée du meeting. Il a pris dans les habitudes anglaises une importance considérable. C'est presque un moyen de gouvernement. Dans un système politique où la dissolution est fréquemment employée, le meeting permet au chef de Cabinet de se rendre compte si le Parlement est toujours le reflet fidèle de l'opinion du pays.

(1) Lawrence, *Women's fight for the Votes*, p. 63 et suiv.

En outre, le meeting, par son extérieur même, force l'attention bien mieux qu'un recueil de feuilles signées. Un immense rassemblement cela frappe les témoins. On se laisse entraîner par la curiosité ; on finit par adhérer. Habiles dans l'art de la réclame, les Anglais ont développé dans les meetings toutes les ressources de la publicité dite américaine. Les suffragistes et les suffragettes ont fait du meeting un chef-d'œuvre d'organisation, destiné à fixer à tout prix l'attention par son extérieur grandiose.

En outre, la N. V. W. S. S. n'organisait pas moins de 3.000 réunions de propagande par an.

Sa tactique, au moment des élections n'était pas de susciter des candidatures exclusivement suffragistes. Elle demandait à chaque candidat une déclaration sur la question du suffrage féminin et elle soutenait, sans distinction de parti, celle qui paraissait la plus favorable à son programme.

Par ses méthodes de propagande et par sa tactique électorale, le second groupe se séparait profondément de la N. U. W. S. S. Il était représenté principalement par la *Women's social and political Union* (W. S. P. U.). C'est aux membres de cette société qu'on a donné, pour les distinguer des suffragistes constitutionnelles, le nom de suffragettes.

La W. S. P. U. est née en 1903 de l'exaspération de certaines féministes contre l'inertie prolongée et le

mauvais vouloir du gouvernement à l'égard de la réforme suffragiste. Désespérant de la voir aboutir par des moyens constitutionnels et craignant que l'opinion ne finît par s'endormir, elles ont préconisé, pour maintenir son attention et forcer la main aux pouvoirs publics, des méthodes de violence.

Ces tendances s'expliquaient d'ailleurs par la composition particulière de l'association. Jusqu'alors, le mouvement, sans être affilié à un parti, avait été surtout conservateur et bourgeois. Un grand nombre de suffragistes étaient membres de la Ligue conservatrice de la Primevère. L'Association, présidée par Lord Selborne groupait des conservateurs et des unionistes. Les libéraux de la *Women's Liberal Association* étaient des bourgeois.

La plupart des militantes de W. S. P. U. étaient, au contraire, des ouvrières, des amies de l'ouvrier ou des révoltées contre l'ordre social. Elles étaient adhérentes individuellement à l'*Indépendant Labour Party* et l'une d'elles, *Mrs Wolstenholme Elmy*, qualifiait la W. S. P. U. de « rejeton actif de l'*Indépendant Labour Party* ».

La fondatrice et secrétaire honoraire, Mrs Pankhurst, était la fille d'un ardent radical et ses idées étaient républicaines. Elle avait un tempéramment d'apôtre, poussé jusqu'au fanatisme. Dès son mariage avec le Dr Pankhurst, membre de la première société suffragiste anglaise, elle avait pris part avec lui aux luttes politiques à Manchester et dans le Nord.

Sa fille, Miss Christabel Pankhurst, restait écartée du barreau par la loi anglaise, malgré de brillantes études juridiques. Secrétaire organisatrice de la Société elle était appelée la « Portia », pour avoir été emprisonnée après avoir essayé de forcer l'entrée de la Chambre des Communes.

Miss Annie Kenney avait subi le même sort. Ouvrière de fabrique à dix ans, puis trade-unioniste, elle représentait la classe ouvrière et exerçait sa propagande parmi les femmes des manufactures.

Mrs Cobden Sanderson était la fille de Richard Cobden, qui avait mêlé les femmes à la propagande libre-échangiste, leur ouvrant ainsi la carrière publique, et s'était déclaré favorable au vote des femmes. Mrs Cobden était socialiste.

Enfin, M. Pethick Lawrence, homme de loi et Mrs Pethick Lawrence apportaient à la société dont dont Mrs Lawrence était trésorière, l'appui de leur science juridique et de leur fortune.

Puissante et active, la W. S. P. U. avait, elle aussi, son organe hebdomadaire, *Votes for Women*, qui tirait à 30.000 exemplaires. Elle étendait ses ramifications à tout le territoire britannique et elle a tenu plus de 50.000 réunions. Elle avait ouvert pour la propagande une souscription qui produisit plus de 100.000 £ (2 millions et demi de francs, au cours de l'époque).

L'objet de la société était à peu près celui de tous les

groupements suffragistes « Assurer aux femmes le vote parlementaire dans les mêmes termes où il est ou peut être accordé aux hommes, user du pouvoir ainsi obtenu pour établir l'égalité de droits et d'opportunités entre les deux sexes, et pour promouvoir le bien-être social et industriel de la communauté ».

C'est par ses méthodes et sa tactique électorale qu'elle se séparait des autres groupements. En dehors des procédés ordinaires : éducation de l'opinion publique par les réunions publiques et la presse, organisation des femmes à travers tout le pays, son action se caractérisait par les moyens suivants :

1° Une action entièrement indépendante de tout parti politique.

2° Opposition au gouvernement au pouvoir, quel qu'il soit, jusqu'à ce que la franchise soit accordée.

3° Participation aux élections parlementaires, en opposition au candidat du gouvernement et indépendamment de tout autre candidat.

4° Agitation vigoureuse suivant les bases justifiées par la situation de « mise hors la loi » à laquelle les femmes sont à présent condamnées...

Sont éligibles comme membres de la société les femmes de toute nuance d'opinion politique qui approuvent l'objet et les méthodes de l'Union et qui sont prêtes à agir indépendamment de tout esprit de parti. Il doit être clairement entendu que nul membre ne peut prêter son appui au

candidat d'un parti politique quelconque jusqu'à ce que les femmes aient obtenu le vote... (1).

La tactique politique consistait donc en une opposition aveugle et constante au gouvernement au pouvoir qu'il fût conservateur ou libéral. La N. W. S. P. U. lui suscitait des embarras journaliers. Au moment des élections, elle soutenait les candidats de l'autre parti, sans se soucier de son programme.

Cette tactique avait sa raison d'être. La N. W. S. P. U. espérait que l'opposition, soutenue par elle aux élections, finirait par faire du vote féminin un article de son programme. Soutenue par un grand parti politique, la réforme aurait eu beaucoup plus de chances d'aboutir, dans un pays où la lutte politique se passe entre deux grands partis également puissants et également disciplinés.

Quant au gouvernement, il aurait pu aider au succès de la réforme : en en faisant une question de cabinet, il aurait peut-être réuni une majorité de féministes et de membres de son parti. Mais il ne se souciait guère de tenter l'expérience et il préférait l'atерmolement. Le mouvement suffragiste risquait ainsi de laisser l'opinion publique et le Parlement.

Rien ne pouvait davantage irriter les suffragettes que

(1) Pankhurst, *The importance of the vote*. Silvia Pankhurst. *The Suffragette, the History of the Women's Militant Suffrage Movement*.

de voir leur mouvement considéré avec indifférence ou tourné en ridicule. De là, leur méthode, dont le but de forcer le gouvernement, le Parlement et l'opinion à se prononcer. Les pétitions ne suffisent plus ; les meetings tombent dans l'indifférence : les suffragettes en organisent de plus monstrueux encore ; elles s'attachent aux pas des ministres et des libéraux ; elles recourent à la violence.

Pour donner une idée des meetings suffragistes, empruntons à un assistant quelques détails pittoresques sur deux des plus « colossaux », organisés à Trafalgar Square le 13 juin 1908 et sur les pelouses d'Hyde Park le 21 juin suivant. Le rapprochement de ces dates montre que les suffragettes ne méritaient pas le reproche de manquer de ténacité.

« Transportons-nous, le 13 juin, vers 3 h. 1/2 du soir, sur le trottoir d'Hyde Park, dans le voisinage de Rutland Gate. Les deux côtés de la route sont déjà noirs de monde. On attend les suffragettes... Tout à coup des musiques lointaines résonnent, des oriflammes, des drapeaux, des bannières, ondulent à l'horizon. Des agents à cheval repoussent la foule sur les trottoirs. Précédées de 40 voyous et d'un orchestre d'hommes, voici les manifestantes. Sur de grandes bannières blanches, on lit : « Votes pour les femmes, liberté, égalité... » ... Elles vont par groupes, et chaque groupe a sa bannière : les « gagneuses de pain » de Londres, Croydon, Manchester,

etc, les « travailleuses » de Birmingham et de Leeds, des collèges de femmes en bonnet carré, *old students* dit l'oriflamme, toutes habillées avec un parfait mépris de l'élégance et de la séduction. Elles portent des sacs de voyage et des pochettes; elles viennent de tous les coins du Royaume-Uni. Elles ne savent peut-être pas très bien ce qu'elles veulent, mais c'est un pèlerinage, un pèlerinage vers la liberté. « Debout : le soleil se lève » dit une bannière.

« Et sous ce soleil levant, au son des orchestres regrettablement masculins, ce n'est pas seulement l'Angleterre d'aujourd'hui qui se précipite, ce sont toutes les mortes illustres et même quelques vivantes d'au-delà les mers. Les oriflammes proclament leurs noms : Vasthi « reine et femme », Victoria « reine et mère », Jeanne d'Arc « sans peur et sans reproche », pêle-mêle avec Boadicée, Mme Curie, Florence Nightingale et la reine Elisabeth...

« Après les piétons, voici de grands mailcoaches, de beaux chevaux aux harnais armoriés. Toutes les classes de la société sont représentées...

« La cérémonie du 13 juin n'était qu'une répétition de la grande scène à jouer le 21 sur les pelouses d'Hyde Park. Ce jour là, les sept processions de Mrs. Drummond s'étaient grossies de tout ce que l'on avait pu drainer de femmes disponibles ou bénévoles dans les provinces sillonnées par les zélatrices de la W. S. P. U. Ce fut un glorieux dimanche pour la cause que celui où

100.000 femmes manœuvrées par plus de deux milles officiers de leur sexe et stimulées par cinq cents sergents recruteurs, marchèrent sur Hyde Park de tous les coins de Londres, entraînant à leur suite un nombre plus considérable de curieux et de curieuses, de partisans ou adversaires, sans parler des milliers de policemen qui n'ont pas connu ce jour-là le repos du Seigneur.

« Vingt plates-formes avaient été dressées au milieu des pelouses. Soixante à quatre-vingts membres des plus combattifs de la N. W. S. P. U. vêtues de robes blanches et ceintes de l'écharpe pourpre, blanche et verte, y ont pris place, comme sur autant de forteresses au pied desquelles la houle humaine venait déferler, car c'était bien une houle et souvent une houle brutale dans certaines régions où l'auditoire comprenait une proportion regrettable de « hooligans ». Les « apaches » de Londres, comme ceux de Paris, ont le culte de la force pure, et la femme demeure pour eux l'esclave antique ou la bête de somme du soldat soudanais. Là, les orateurs — c'est oratrices que je devrais dire — ont vu tous leurs efforts étouffés sous une tempête de cris, de sifflements ou de lazzis. Mais ailleurs on les écoutait parfois même avec intérêt, quand elles étaient jeunes et jolies. Et elles ont parlé ainsi des heures et des heures, exposant leurs revendications, exaltant leur cause, clouant au pilori les unionistes sourds à la voix de la Justice et du Progrès — quelquefois éloquentes, généralement enflammées, tou-

jours inépuisables. Quelques auditeurs paraissaient convaincus. D'autres écoutaient amusés, mais sceptiques. Les indifférents consentaient à crier : *Vote for women* quand du haut de son estrade, c'était une jolie fille qui le leur demandait. Tous les orateurs n'avaient pas eu le temps de développer leur programme, la chaleur communicative de cet immense auditoire et l'ardeur des convictions exprimées ayant emporté les premiers *Speakers* au-delà des limites allouées, et le soleil se serait couché sur des torrents d'éloquence, si les trompettes n'avaient sonné le ralliement de l'armée féminine, un peu pour avoir le temps de faire une retraite imposante, un peu aussi parce que la plate-forme la plus exposée menaçait de sombrer ou d'être prise d'assaut. Sous la protection des constables à cheval, les processions se sont reformées tant bien que mal, pour reconduire à leurs domiciles ou à leurs gares respectives toutes ces vaillantes, qui pourront raconter à leurs petites filles qu'elles ont vu luire le grand jour, l'aurore de la liberté : *Awake, the son is rising* (1). »

De telles manifestations, si elles étaient parfois un peu ridicules, n'étaient du moins pas dangereuses et elles étaient conformes aux habitudes britanniques. D'autres procédés étaient plus particuliers aux suffragettes. Leur but était de forcer l'attention du Gouvernement, du Parlement et du pays sur le mouvement suffragiste.

(1) De la Jaline, Le suffrage féminin en Angleterre et les suffragettes, page 38.

Pour obliger les ministres ou les députés à se prononcer, elles les assaillent de questions, elles vont chercher le Gouvernement jusqu'aux ministères et les députés jusqu'à la Chambre des Communes.

Cette méthode est inaugurée le 13 octobre 1905, à un meeting tenu à Manchester, par Sir Edward Grey, à Free Trade Hall. Miss Pankhurst et Annie Kewney lui demandent oralement, puis par écrit, ce qu'il pense du vote des femmes. Il refuse de répondre. De même, en 1906, Sir Henri Campbell Bannermann, interrogé à Albert Hall, au cours de la période électorale, refusa de répondre.

Les principales victimes de cette persécution sont M. Lloyd George, et surtout M. Asquith, qui, comme ministre et comme chef du Cabinet, oppose à la cause du suffrage féminin une résistance passive. Les suffragettes l'assaillent de demandes d'audience, qu'il refuse ; elles le suivent jusqu'à son domicile, dans son automobile, dans les soirées mondaines.

Elles ne respectent même pas la sérénité du Parlement. Elles cherchent à s'introduire au Palais de Westminster par tous les moyens. Tantôt elles abusent de la bonne foi des députés, comme cette Mrs Travers Simon, qui se fait donner une carte d'entrée, sous prétexte de l'intérêt qu'elle porte à une loi en discussion sur les enfants : tout d'un coup, elle apparaît au milieu de la salle et interrompt l'orateur d'une voix suraiguë : « Cessez, crie-t-elle, de parler des enfants pour vous occuper des femmes ». Pen-

dant qu'on l'expulse, elle ne cesse de répéter « *Vote for Women* ». — Tantôt elles comptent sur leur nombre pour forcer les barrières policières, comme au *rush* du 13 octobre 1908, préparé et annoncé depuis plusieurs jours.

Toutes ces manifestations aboutissent à des conflits avec la force publique. Les ministres, le président du Parlement refusent de recevoir les délégations de suffragettes. Celles-ci insistent, amassent la foule. Des arrestations sont opérées, les constables chargent, des manifestantes sont traduites devant le tribunal de *Bow Street* et condamnées avec une sévérité croissante.

Autre tactique. D'après leur programme, les suffragettes se considèrent comme « mises hors la loi ». Elles ne participent pas à la confection des lois, n'étant pas représentées au Parlement ; elles estiment que les lois votées par les hommes ne sont pas obligatoires pour elles. Elles leur opposent une résistance passive.

Ainsi les suffragettes refusent de se soumettre aux prescriptions administratives relatives au recensement. Elles passent la *census night* hors de leur domicile, aux quartiers généraux de leurs associations (1).

La principale forme de cette résistance passive, c'est le refus de l'impôt. C'est un principe traditionnel du droit public anglais que l'impôt doit être consenti par les représentants de la nation. Les suffragettes en ont fait un argu-

(1) *Votes for Women*, 7 et 14 avril 1911.

ment essentiel de leur doctrine. Puisque l'impôt doit être consenti par les représentants de la nation, tous ceux qui paient l'impôt doivent contribuer à le consentir, en éliminant les représentants qui le votent. Les femmes ne votent pas : elles ne sont pas représentées. Les femmes qui payent des impôts comme les hommes, devraient être représentées comme eux, avoir le droit de vote. Ce raisonnement était très fort dans un pays où le principe du consentement de l'impôt était une tradition des plus solidement établies et où le suffrage était une dépendance de l'impôt de par sa forme censitaire.

Les suffragettes tiraient du principe la conséquence symétrique. L'impôt n'a pas été consenti par nous : nous n'avons donc pas à le payer. C'est la sanction même du principe : *no taxation without representation* ; logiquement, il autorisait la résistance à l'impôt. Cette résistance n'était d'ailleurs pas particulière aux suffragettes. Elle était prônée par le *Women's tax resistance League* et cent mille femmes, à la suite de Mrs Montefiore, qui s'enfermait dans son château pour résister aux agents du fisc, refusaient de payer les impôts votés par les hommes. Telle était l'importance du mouvement que M. John Burns avouait l'impossibilité d'obtenir le paiement des impôts contre ces femmes par des mesures de contrainte (1).

(1) Lawrence, *Women's Fight*, p. 144.

Les manifestations qui précèdent, malgré leur forme exagérée pouvaient à la rigueur se justifier par l'esprit démocratique de la constitution anglaise, il autorisait les meetings et les pétitions au Parlement; il autorisait même en bonne logique la résistance aux lois fiscales ou autres, de la part des individus exclus de toute collaboration législative. Ces manifestations n'étaient d'ailleurs pas propres aux suffragettes. Leur tactique consistait à les ériger en théorie et à en multiplier les applications sans aucune limite.

La partie vraiment originale de la méthode des suffragettes de la *W.S.P.U.* consistait, une fois admise l'invalidité à leur égard des lois faites par les hommes, à afficher le plus parfait dédain pour les lois pénales elles-même; à faire du trouble social, de l'émeute, des attentats contre les personnes et les propriétés, un article de leur programme, un procédé méthodique de publicité, destiné à forcer à tout prix, fût-ce par la terreur, l'opinion, le Gouvernement et le Parlement à intéresser à leur cause et à se prononcer en sa faveur.

C'est vers la fin de 1910 que les suffragettes inaugurent la « propagande par le fait » qui devait assurer à leur association une si triste célébrité. A la suite d'une déclaration faite le 23 novembre par M. Asquith sur la valeur de laquelle elles ne se faisaient pas d'illusions, 300 suffragettes, dirigées par Mrs Pankhurst, se précipitèrent vers les résidences de M. Asquith, de M. Lloyd George et d'autres ministres et en brisent les vitres. Des scènes de

ce genre se renouvellent en 1911 et en 1912. Le 23 novembre 1911, à la suite d'un meeting au Capitole Hall, les suffragettes marchent en masse sur le Parlement. Refoulées par la police, elles se vengent sur les carreaux des ministères de Withe Hall et des bureaux de journaux du Pall Mall, sans distinction de conservateurs ni de libéraux. Les 1^{er} et 4 mars 1912, elles parcourent les quartiers les plus luxueux de Londres : Withe Hall, Piccadilly, Bond Street, Haymarket, saccagent les devantures des magasins les plus élégants et cassent, une fois de plus, les vitres des résidences officielles, sans oublier celle de M. Asquith.

Elles ne s'en tiennent pas à ces exploits. L'une d'elles tira des coups de revolver contre les glaces du ministère des colonies ; une autre brise les vitres du bureau de poste de Regent Street ; une autre jette un brûlot dans le bureau central des postes. A Manchester, à Dublin, elles saccagent des bureaux de postes et de douanes. Des menaces de mort sont adressées jusqu'à Mme Asquith.

En Juillet 1912, les suffragettes essaient de mettre le feu à un théâtre où se trouve le premier ministre. En septembre, elles tentent de saboter les œuvres d'art du British Museum. Les commerçants de Charing Cross sont obligés de protéger leurs devantures par des barricades, et la police doit fermer jusqu'à nouvel ordre le British Museum, la Royal Academy, le Kensington Museum et les appartements des palais royaux. Le même mois, des suffragettes coupent des fils télégraphiques aux environs de Londres.

L'année 1913 voit ces exploits se multiplier. Le 28 janvier, M. Asquith déclare son intention de disjoindre la question du vote des femmes du projet de réforme électorale. Le surlendemain, armées de marteaux, les militantes parcourent les principales rues de West End, brisent les devantures des magasins et les carreaux du Ministère de l'Intérieur, du Conseil privé et du Trésor Royal. La police dut mobiliser 2.000 agents à pied et une centaine à cheval pour protéger les abords du Parlement.

Le 9 février, les disciples de Mrs Pankhurst brisent les vitres et piétinent les orchidées de la fameuse serre de Kew-Garden, le jardin botanique de Londres. Quelques jours après, elles en incendient le pavillon de thé. Elles essaient de faire sauter la maison de campagne du chancelier de l'Echiquier, M. Lloyd George, et revendiquent hautement la responsabilité de cet attentat, qui vaut à Mrs Pankhurst trois ans de travaux forcés.

Puis c'est le sabotage, par l'encre et par l'essence, des boîtes aux lettres d'Edimbourg, de Manchester, Birmingham, Leith, Northampton, Duncaster, etc., le sabotage des lignes téléphoniques et des signaux de voies ferrées. Les gares de Sanderton et de Crocley-Green, dans les environs de Londres, sont complètement incendiées. Les auteurs de ces attentats laissent sur place des placards portant ce sinistre jeu de mots : *Vote for women. Burning to get to vote.* (Les suffragettes brûlent de voter).

Il n'est pour ainsi dire pas de semaine qui n'ait son

attentat. Le 7 avril, incendie d'une tribune contenant 400 chaises au champ de courses de Ayr. Le 14, tentative d'incendie de l'école de Gateshead. Le 25, tentative d'incendie d'un train. Le 3 Mai, incendie de l'aile d'une école d'Aberdeen. Puis c'est le tour de l'église de Sainte-Catherine d'Hatcham, près de New-Cross : 10.000 £ de dégâts. Une tentative est faite pour faire sauter un grand hôtel de Londres.

Le 15 mai est particulièrement bien rempli : incendie d'une maison à Songate ; incendie des orgues de l'église de Penn, dans le Buckingham shire ; bombes contre le président du Tribunal du Bow-Street, et dans un train du South Western.

Le 6 juin, Miss Davidson essaie de saboter le « Derby » d'Epsom. Renversée par le cheval du roi et piétinée par les chevaux suivants, elle meurt deux jours après à l'hôpital. Les obsèques solennelles de cette « martyre » de la cause suffragiste, déjà neuf fois emprisonnée sont l'occasion d'incendier l'hippodrome de Hurst Park et d'y causer 14.000 £ de dégâts.

Le même mois, des attentats criminels échouent heureusement à l'église Saint-Jean de Southend-on-Sea et au canal de Yardley Hall, près de Birmingham.

Le 1^{er} juillet, la police dissipe à grand'peine les troupes de Mrs Pankhurst, suffragettes et ouvrières, lancées à l'assaut de Downing Street, résidence du premier ministre.

Nous pourrions allonger la liste de ces attentats. Ceux

que nous venons de citer suffisent amplement à donner une idée de la manière de la W. S. P. U. C'était une sorte de publicité par la terreur, méthodiquement organisée, dont la théorie était développée et justifiée dans les écrits des militantes (1) et dont elles revendiquaient hautement la responsabilité devant les tribunaux.

Au début de 1913, la police de Londres découvrit dans un atelier de Notting Hill un véritable arsenal des militantes. Elle y trouva une quinzaine de litres d'un liquide corrosif destiné à maculer les lettres, cinq jeux d'instruments à couper les fils télégraphiques, des scies de toutes tailles, des pierres, des cordes, de fausses plaques d'identité pour automobiles, etc. Les perquisitions opérées au siège de la W. S. P. U. et les débats devant le tribunal de Bow Street révélèrent l'existence, au sein de cette organisation, d'une société secrète, *The Young hot bloods* (les jeunes sangs chauds) exclusivement composée de célibataires et chargée des attentats les plus dangereux. Les livres de salaires mentionnaient des paiements effectués pour les travaux de sabotages.

Le principal résultat de ces exploits était d'amener les suffragettes devant la justice. Elles voulaient approcher les ministres ou le Parlement. Elles insistaient. Des échauffourées se produisaient et la police procédait à des arres-

(1) Sylvie Pankhurst, *The Suffragette, the History of the women's militant suffrage Movement*. Christabel Pankhurst, *the methods of the u. w. s. p. u.*

tations, parfois par centaines. Exaspérés par la fréquence et la violence des manifestations, les policemen ne savaient pas toujours garder la mesure compatible avec l'exercice de leurs fonctions. A leur tour, les suffragettes subissaient d'odieuses brutalités, qui atteignaient celles de condition modeste et ménageaient les plus connues ou celles de condition plus élevée.

Cette attitude de la police eut même son écho aux Communes. A la suite des émeutes de novembre 1910, la *Conciliation Committee* fit une enquête et réunit de nombreux témoignages *d'improper conduct* à la charge de la police. Il demanda à la Chambre des Communes d'ordonner une enquête publique, mais M. Churchill s'y refusa, déniait toute valeur aux assertions des « menteuses » suffragettes.

Ces luttes avec la police et les attentats avaient leur conclusion devant les tribunaux. Ceux-ci ne condamnaient d'abord qu'à des peines de prison ; mais à partir du début de 1912, ils firent preuve d'une sévérité croissante. Le 5 mars 1912, le tribunal de Londres infligea de nombreuses condamnations à deux mois de travaux forcés. Le 6 août, celui de Dublin inflige à Mrs Leigh et à Miss Evares cinq ans de servitude pénale et Mrs Baine à sept mois de hard labour (1). En 1913, Mrs Pankhurst est condamnée à trois ans de travaux forcés, pour les violences contre la résidence de M. Lloyd George.

(1) *Votes for Women*, 9 août 1912.

Les suffragettes contestaient d'ailleurs à leurs pires attentats la qualité de délits de droit commun. S'inspirant de la théorie dite du mobile, elles revendiquaient pour leurs actes le caractère de délits politiques, en raison du mobile politique qui les inspirait. Elles supportaient mal l'inculpation dédaigneuse d'incitation au désordre (*breach of peace*), sous laquelle on les déférait à un tribunal de simple police. Elles demandaient à être inculpées d'assemblée illégale et à être traduites devant un jury en qualité d'accusées politiques (*political offenders*).

Mises en prison, dans la seconde division, celle des condamnées de droit commun, elles réclamaient d'être placées dans la première division et traitées comme condamnées politiques. Pour protester contre leur maintien parmi les condamnés ordinaires, elles faisaient la grève de la faim (*hungar stricke*). Le gouvernement dut recourir à la nourriture forcée. On gavait les prisonnières au moyen d'un entonnoir et d'un *forcible feeding*.

Ce procédé pénitentiaire inusité souleva un débat devant la Chambre des Communes. Le 30 juin 1912, M. Hogh Cecil interpella le gouvernement. La mesure lui paraissait contraire à la liberté individuelle, garantie par la constitution anglaise et dont le respect devait aller jusqu'à laisser l'individu libre de sa propre existence. Après une intervention du ministre de l'Intérieur, les Communes, par 213 voix contre 69, approuvèrent le « gavage » des suffragettes.

M. Asquith trouva d'ailleurs un autre procédé plus spirituel pour tourner cette difficulté d'ordre constitutionnel. C'est le procédé connu sous le nom du « chat et de la souris ». L'administration pénitentiaire relâchait les suffragettes qui dépérissaient par manque de nourriture, une fois bien restaurées, la police les rattrapait.

Quel fut, au point de vue du progrès de la cause suffragiste, le résultat de la propagande par le fait des suffragettes, du *militancy* ?

C'est sur ce point que les tenants de la N. W. S. P. U. se séparaient le plus nettement des suffragistes constitutionnelles et notamment de la *National Union of Women Suffrage Societies*. Celle-ci joignait ses protestations à celles de la N. W. S. P. U. et du *Labour Party* contre les brutalités de la police, les sévérités de la justice et de l'administration pénitentiaire à l'égard des suffragettes. Mais elle contestait l'efficacité de la *militancy*. De retentissantes polémiques eurent lieu sur ce point entre Mrs Pankhurst et Mme Fawcett, présidente de la N. U. W. S. S. L'organe de cette société, *The Common cause* publia des protestations, contre les *militant tactics*, des protestations non seulement de Mme Fawcett, mais de M. Ramsay Mac Donald, *leader* du *Labour Party*. Miss Annie Kenney riposta dans le *Votes for Women* (1).

(1) *Votes for Women*, 26 juillet et 30 août 1912, dans le même sens, W. P. Lawrence, *Women's Fight*, p. 144.

Certes, l'emploi de la *militancy* pouvait trouver une excuse dans l'attitude du gouvernement. Il affectait d'ignorer la question du vote des femmes, et, décidé à ne pas la laisser venir en discussion devant le Parlement, il refusait de recevoir les députations suffragistes, ou leur multipliait des promesses avec l'idée bien arrêtée de ne pas les tenir. Exaspérées de ce dédain, les suffragettes fortes de l'adhésion au principe suffragiste de quelques membres du Cabinet, ont voulu en appeler à M. Asquith au Parlement et au pays, et par tous les moyens, forcer leur attention et contraindre les Communes à se prononcer en leur faveur.

Mais, si leur ténacité, si le courage avec lequel elles ont accepté la responsabilité de leurs actes et subi des brutalités policières et des condamnations parfois exagérées, ont pu leur attirer quelques sympathies purement personnelles, leurs violences réitérées ont été plutôt nuisibles à leur cause. En mêlant au mouvement suffragiste des éléments dangereux, des ouvriers chômeurs ou grévistes, des apaches, en s'attaquant aux personnes et aux propriétés publiques et privées, même aux biens appartenant à des individus étrangers au conflit suffragiste, elles ont choqué la masse du peuple anglais, particulièrement chatouilleux sur le respect de la liberté individuelle et de la propriété. Le gouvernement a pu agiter, comme une objection de plus au suffrage féminin, le spectre de ces fureurs et de ces violences et faire redouter aux conserva-

teurs et aux libéraux modérés le péril d'une société où le gouvernement du pays serait aux mains d'une majorité de femmes socialistes et révolutionnaires. Ainsi, les suffragettes ont compromis, par leur *militant tactics*, une cause excellente. L'histoire parlementaire va nous en fournir la meilleure preuve. Le *Conciliation bill*, projet transactionnel modéré, adopté par la Chambre des Communes, en 1910 et 1911, à 110, puis 167 voix de majorité, fut, le 28 mars 1912, repoussé par la même Chambre, identiquement composée, par 222 voix contre 208, grâce à la défection non seulement des nationalistes irlandais, mais de trois conservateurs et de douze libéraux modérés.

CHAPITRE V

L'organisation antisuffragiste.

Un des arguments que les adversaires du suffrage féminin considèrent comme décisif, *unanswerable*, c'est que la grande majorité des femmes sont indifférentes au droit de vote et ne le réclament pas ; la meilleure preuve, assurent-ils, c'est que des femmes, et des plus éminentes, se sont prononcées contre cette réforme et ont organisé un mouvement antisuffragiste. Quelle a été l'importance de ce mouvement ?

Il remonte à un « Appel contre le suffrage féminin », protestation contre les amendements déposés en faveur du suffrage des femmes, parue en 1889 dans *The Nineteenth Century*, et signée de cent quatre femmes, à la tête desquelles Mrs Humphry Ward, de Mrs Greighton et Miss Beatrice Potter. Cet appel n'avait d'ailleurs nullement un caractère antiféministe. Les signataires étaient, au contraire, des défenseurs convaincus de l'amélioration du sort de la femme ; l'une d'elles, Miss Beatrice Potter, devenue plus tard Mrs Sidney Webb, a écrit,

en collaboration avec son mari, des ouvrages remarquables sur les problèmes sociaux. Les signataires admettaient même la participation des femmes aux élections locales octroyée par les acts de 1869 et 1888. L'illustre écrivain Mrs Humphry Ward qui est restée jusqu'au bout fidèle à la cause antisuffragiste, menait même ouvertement campagne en faveur de l'éligibilité de toutes les femmes à tous les conseils locaux. Ces antisuffragistes prétendaient seulement que le législateur devait s'en tenir là sans donner aux femmes accès à la vie politique proprement dite. Elles estimaient, que leur nature et leur constitution physique les condamnaient irrémédiablement à l'ignorance politique.

C'était faire preuve d'une modestie exagérée à l'égard de leur sexe et d'elles-mêmes. En prenant part à la propagande libre-échangiste, puis à la propagande électorale conservatrice ou libérale, les femmes anglaises n'avaient-elles pas démontré leur aptitude aux questions politiques ? Pour obtenir par le *canvass* des adhésions individuelles à leur parti ne fallait-il pas qu'elles fussent d'abord elles-mêmes convaincues, qu'elles se fussent au préalable fait une opinion raisonnée ? Les éminentes personnalités qui se trouvaient à la tête des signataires de l'appel de *Nineteenth Century* n'avaient-elles pas acquis une compétence incontestée dans les questions sociales d'hygiène, d'assistance, qui tendaient à prendre dans les programmes d'octroi politiques une part toujours croissante ?

Par une flagrante contradiction, alors qu'elles conseillaient aux femmes de rester éloignées de la politique, elles prenaient parti sur des problèmes d'ordre politique, sur le libre-échange, sur le *home rule*, plus tard, sur l'*insurance bill*. Tant il est vrai que le départ qu'elles prétendaient faire entre la vie municipale et la vie politique, entre le progrès féministe et l'émancipation politique, était impossible à maintenir en pratique avec netteté.

Le besoin d'une action vigoureuse et coordonnée se fit plus vivement sentir après l'apparition, en 1903, de l'active Union Nationale pour le suffrage des femmes, qui donnait à la propagande des suffragistes les formes les plus violentes.

Le 21 juillet 1908, les antisuffragistes fondèrent la Ligue Nationale des femmes contre le suffrage national *Women's antisuffrage League*, au cours d'un meeting où Mrs Humphry Ward proposa un manifeste qui fut publié le mois suivant par *The Nineteenth Century*.

Quelques mois après, les antisuffragistes hommes s'associèrent à leur tour, sous la présidence de lord Cromer. En décembre 1910, les deux groupements fusionnèrent sous le titre d'Association nationale contre le suffrage des femmes.

Présidée par lord Cromer et dirigée par Mrs Humphry Ward et lord Curzon, l'Association comprenait d'éminentes personnalités appartenant soit : au monde politique : (lord Landsdowne, lord Balfour of Burleigh, MM.

Joseph et Austen Chamberlain, M. Walter Long, M. Arthur Elliot) ; soit à l'Eglise (l'évêque de Manchester, le doyen de Cantorbery, lord Halifax) ; soit à l'armée (lord Roberts) ; soit au barreau (Sir Edward Clarke et lord James de Hereford) ; soit à l'enseignement (M. Dicey et sir William Auser) ; soit aux lettres (Rudyard Kipling, Ruskin, John Murray, Harrison) ; soit à l'aristocratie foncière ou financière (le duc d'Argyll, le duc de Norfolk, le duc de Devonshire, lord Rothschild, lord Claude Hamilton).

La ligue publiait une revue périodique, l'*Antisuffrage Review*.

Dans l'esprit de ses fondateurs, la Ligue antisuffragiste se proposait d'opposer la raison aux idées de désordre et d'anarchie mises en pratique par les suffragettes, au nom de la liberté. Le manifeste de 1908, exposait les arguments sur lesquels reposait le mouvement et qui sont demeurés jusqu'à la fin les bases de la théorie antisuffragiste anglaise.

Nous en renvoyons l'analyse, avec celle de la thèse suffragiste, à notre seconde partie. Quant aux moyens de propagande, c'étaient ceux que nous avons déjà étudiés chez les suffragistes constitutionnelles, pétitions et meetings.

CHAPITRE VI

La question suffragiste devant le Parlement, de 1900 à 1914.

Pendant la guerre du Transvaal, les graves soucis extérieurs mettent à l'arrière-plan la question du suffrage des femmes. Après la paix, elle se pose avec plus d'acuité que jamais. La N.W.S.P.U. se fonde en 1903. Les suffragettes vont maintenir avec une tenace persévérance l'attention publique sur leurs revendications. Désormais, le problème suffragiste ne quittera plus l'ordre du jour du Parlement. Chaque année, un membre des Communes prend l'initiative d'un bill accordant aux femmes le droit de vote politique. C'est Sir Charles Mac Laren, en 1904 ; en 1905, M. Bamford Lack dont la proposition est combattue par M. Labouchère, à la séance du 12 mai, par plus de dédain spirituel que d'arguments sérieux. C'est en 1906, M. Keir Hardie, au nom du *Labour Party*, qui, à la différence des autres partis, inscrit l'émancipation politique des femmes dans son programme. Soutenue par M. Redmond et par M. Bottomley, qui fait seulement des réserves

sur l'éligibilité des femmes aux Communes, le bill, combattu par MM. Cremer, Evans et Robertson, est repoussé, comme les précédents, dans la séance des Communes du 25 avril 1906. En 1907, une proposition de M. Dickinson n'a pas plus de succès : le speaker écarte le vote, en refusant de prendre l'initiative de cette motion « que la question soit maintenant posée ».

Le 28 février 1908, M. Stanger présente un *Women's Enfranchisement bill* : sous une rédaction nouvelle, il reproduit les projets précédents, mais avec une notable différence : il étend le suffrage politique aux femmes mariées : « Une femme, dit l'article 2 de ce bill, n'est pas privée, par le fait de son mariage, du droit d'être inscrite et de voter ». La Chambre adopte le passage à la seconde lecture, par 273 voix contre 94, mais ne va pas plus loin. La discussion est renvoyée à une date ultérieure, pour être soumise à la Chambre entière réunie en comité.

Cependant plus de 400 membres de la Chambre des Communes, en majorité libérale, élue en janvier 1906, s'étaient déclarés en faveur du vote des femmes. Mais ce qui donnait à la question suffragiste peu de chance d'aboutir c'est qu'elle n'était pas une question de parti. Recrutant des adhérents dans tous les partis historiques, elle divisait chacun d'eux : seul, le *Labour Party* inscrivait dans son programme le droit de vote pour les femmes. Aussi, quand la question venait devant la Chambre, elle ne trouvait pas une majorité dans un parti votant en

bloc pour faire échec au parti adverse, mais des individualités qu'il fallait chercher dans tous les partis et difficile à grouper. Le parti au pouvoir était peu désireux de le perdre en s'unissant sur le problème suffragiste à l'opposition. Celle-ci, elle-même divisée sur la question, n'était pas assez forte pour la faire aboutir à elle seule.

Pour réaliser la réforme, il aurait fallu que le gouvernement la prît en mains, et réservât un nombre suffisant de séances à une discussion qui risquait d'être des plus vives. Mais il était gêné par la division de son parti à la Chambre, par les propres divisions qui régnaient au sein du Cabinet sur la question des suffragistes.

Aussi pratiquait-il une politique d'atermoiements, cherchant à éviter que la question fût posée devant le Parlement. S'il laissait la Chambre voter les bills suffragistes en première lecture, il les empêchait d'aller plus loin. Il les faisait renvoyer à un comité de la Chambre entière, ce qui était un enterrement. Les projets sérieux, que le Gouvernement désire voir aboutir, sont renvoyés à un *committee* spécial, qui les examine à fond et la Chambre se décide sur le rapport de ce *committee* qui lui a préparé le travail. Jamais la Chambre entière n'avait le temps de discuter sérieusement un bill sur lequel les partis étaient aussi divisés, le Gouvernement s'arrangeait pour faire inscrire à l'ordre du jour quelque autre question, sur laquelle les antisuffragistes discouraient indéfiniment, faisant obstruction pour empêcher le projet

suffragiste d'atteindre l'ordre du jour. Un membre des Communes, M. Labouchère, s'était fait de cette méthode une spécialité. Grâce à ces tours de procédure parlementaire, la session se terminait sans que le bill eut vu la discussion. Tout était à recommencer, car d'après le règlement des Communes, la clôture de la session rend caducs tous les projets non arrivés au terme final de lois.

Par cette tactique gouvernementale, inspirée des divisions des partis et du Cabinet, s'explique que la réforme suffragiste, malgré une majorité acquise au principe dans la Chambre des Communes, n'ait pu aboutir avant la guerre. Cette attitude du chef du Cabinet, M. Asquith, a contribué dans une large mesure à exaspérer les suffragistes, sûrs de posséder une majorité à la Chambre et sans cesse alléchés par des promesses ministérielles jamais tenues et elle explique le recours par les suffragettes aux méthodes « militantes » de violence.

Aux élections générales de janvier 1910, la question du suffrage des femmes fut assez nettement posée. Deux cent quarante-cinq candidats, au nombre desquels sir Edward Grey et M. Winston Churchill, s'en déclarèrent partisans, et une pétition d'électeurs, organisée par la N. U. W. S. S. à la sortie des bureaux de vote, recueillit 280.008 signatures.

Ce qui contribuait encore à rendre difficile le succès de la réforme, c'est que, en dehors des oppositions de principe, tous les suffragistes n'entendaient pas avec la même

portée le suffrage féminin. Leur adhésion au principe se nuancait d'après le parti auquel ils appartenaient.

Pour comprendre ces nuances, il faut connaître les grandes lignes du système électoral de l'Angleterre avant la guerre, tel qu'il résultait du *Representation of the People act de 1884* et de divers statuts anciens maintenus par cet *act*. Le droit électoral ne reposait pas sur un titre unique, mais une série de titres ou « franchises », conférés à ceux qui possédaient certaines « qualifications ». Ces qualifications étaient les suivantes :

1° La propriété (*owners*) ou la tenue à bail d'un bien-fonds d'un revenu annuel de 5 £ en principe ;

2° L'occupation (*occupiers*). Les *occupiers* se divisaient en deux catégories :

a) Les *householders*, habitant une maison ou un logement à leur nom, sans limite minima de loyer, et payant l'impôt par eux-mêmes ou par le propriétaire ;

b) Les autres *occupiers*, occupant un tènement, autre qu'une habitation (terre, ferme, bureau, magasin) d'un revenu annuel de 10 £ ;

Plusieurs personnes pouvaient réclamer la franchise à raison d'un même tènement (*joint occupiers*) avec minimum de 10 £ de revenu par occupant dans les bourgs, et avec maximum de deux personnes pour un tènement dans les comtés. Ces dispositions avaient pour objet d'éviter les *faggot votes*, fabrication artificielle d'électeurs par la réunion d'individus prenant ensemble un même loyer ;

3° L'habitation (*lodgers*) comme locataire pendant douze mois d'un appartement non meublé d'un loyer annuel de 10 £.

Il faut mettre à part une franchise d'une importance numérique très faible, celles des *university graduates* qui donne (1) aux membres de certaines universités le droit d'élire des représentants spéciaux à la Chambre des Communes. Signalons en passant que les femmes écossaises, prétextant qu'aucun texte ne les excluait expressément de cette franchise, ont revendiqué le droit de voter dans les circonscriptions universitaires, à la seule condition d'avoir les diplômes requis. Leur prétention a été rejetée par les tribunaux, et, en appel, par la Chambre des Lords, en 1908.

Tous les suffragistes, avons-nous dit, n'entendaient pas le suffrage des femmes avec la même étendue d'application. Les plus avancés, c'est-à-dire le *Labour Party* et la *Women's Social and Political Union* réclamaient le suffrage universel pour tous les adultes, hommes ou femmes, selon la formule, *one person, one vote*. Ce système eût conféré le droit de vote à environ 10 millions d'hommes et 11 millions de femmes.

Les conservateurs et les libéraux modérés redoutaient cet accroissement énorme du corps électoral, composé d'un peu plus de 8 millions d'électeurs. Ils auraient plus volontiers admis la suppression de la disqualification de

(1) Cette franchise a été conservée par la loi électorale de 1918,

sexe et l'extension du suffrage aux femmes possédant les qualifications qu'ils conféraient aux hommes. C'était l'objet du *Women's Enfranchisement Bill*. Il eût appelé au vote plus d'un million de femmes.

Enfin les libéraux rejetaient cette simple extension aux femmes du *Representation of the People Act* de 1884 et des autres franchises masculines ; ils craignaient que cette réforme ne leur nuisît, en multipliant le vote plural et le nombre des électeurs à franchise de nature censitaire (*owners* et *lodgers*). Ils demandaient l'extension aux femmes de la seule franchise des *householders* qui eût profité à environ un million de femmes.

Ces divergences de partis expliquent l'infime majorité réunie sur le bill déposé, en 1909, par M. Geoffrey Howard, comportant le suffrage universel des adultes sans distinction de sexe. Sur le passage à la seconde lecture, 159 voix se déclarèrent pour et 124 contre, alors que la proposition Stanger, plus modérée, avait obtenu 273 voix contre 94. Le principe du suffrage universel avait éloigné les conservateurs et libéraux modérés.

De leur côté, les sociétés suffragistes, tout en conservant chacun son idéal propre, préféraient y renoncer momentanément par opportunité, et se mettre d'accord sur une formule modérée susceptible de rallier une majorité ; d'autant plus que la majorité libérale, dans la Chambre élue en 1910, était moins forte que dans la législature précédente.

C'est dans ce but que fut constitué, au moment même des élections de janvier 1910, le *Conciliation Committee*. Composé de membres de la Chambre des Communes adhérant au principe du vote des femmes et appartenant aux divers partis, libéral, conservateur, socialiste et nationaliste, il rédigea un projet transactionnel, ainsi conçu :

« Bill étendant la franchise parlementaire aux femmes
« *occupiers*.

« 1° Toute femme en possession d'une qualification de
« *household*, ou d'une qualification d'une occupation de
« dix £ au sens du *Representation of the People Act 1884*,
« aura le droit d'être inscrite comme électrice, et alors
« elle sera inscrite au vote pour le comté ou le bourg
« dans lequel les biens donnant qualification sont situés.

« 2° Une femme ne perdra pas sa qualification à être
« inscrite par le mariage, pourvu que le mari et la
« femme ne prétendent pas être qualifiés par les mêmes
« propriétés.

« 3° Cet Act sera appelé *The representation of the People Act 1910* ».

Ce projet, appelé *Conciliation bill*, était bien transactionnel. Il écartait le suffrage universel des adultes, rejeté par les conservateurs et les libéraux modérés ; il n'admettait que les qualifications de *household* et de 10 £ *occupiers* et négligeait les autres, repoussées par les libéraux plus avancés et par le *Labour Party*. Il avait donc

chance de rencontrer l'adhésion des suffragistes de tous les partis.

Malgré les réserves qu'il apportait au suffrage des femmes, il consacrait une réforme électorale à la fois large et démocratique. Il était basé sur le principe de l'habitation (*household suffrage*), base du suffrage local féminin et de la franchise électorale politique de beaucoup la plus nombreuse. Il conférait le droit de vote à près d'un million de femmes, dont une moyenne de 82 0/0 d'ouvrières, d'après une enquête menée par l'*Independent Labour Party* dans une cinquantaine de circonscriptions.

Aussi le projet recueillit-il l'adhésion des députés suffragistes de tous les partis et l'appui de toutes les sociétés suffragistes, ainsi que de la *Women's Liberal Federation*. Comme il s'agissait d'un projet de conciliation, pour lui assurer un bloc de votants, il était convenu qu'aucun amendement ne serait déposé.

Le *Conciliation bill* fut déposé sur le bureau de la Chambre des Communes par M. Shackleton, député socialiste de Clitheroe et lu pour la première fois le 14 juin 1910. Pour l'appuyer une pétition fut présentée au premier ministre par 180 députés, signée de nombreuses personnalités appartenant à toutes les professions et une procession suffragiste de 20.000 femmes, eût lieu le 18 juin, suivie de deux meetings monstres organisés par la *W. S. P. U.* à Albert Hall, et par la

Women's Freedom League au Kensington Town Hall. Trois jours après M. Asquith reçut deux députations suffragiste et antisuffragiste.

La discussion du *Conciliation bill* fut fixée aux 11 et 12 juillet 1910. Pour la première fois, la question du droit de vote aux femmes fut examinée dans toute son ampleur. Le suffrage féminin trouva d'éloquents défenseurs. M. Balfour, Sir Alfred Lyttelton, ancien président des Communes et ancien secrétaire pour les colonies, lord Hugh Cecil, les Irlandais Redmond et Kettle, les socialistes Keir Hardie, Snowden et Shackleton. La question était mise au-dessus des partis et même du Cabinet. Le gouvernement lui-même n'entendait pas se prononcer collectivement et chacun de ses membres conservait sa liberté d'opinion. Aussi, tandis que M. Haldane, secrétaire d'Etat à la guerre et M. Runciman, ministre, président du *Board of Education* soutenaient le bill Shackleton M. Lloyd George chancelier de l'Echiquier, tout en se déclarant favorable au suffrage des femmes, combattit le projet comme antidémocratique. Parmi les adversaires du principe même, figuraient M. Austen Chamberlain, M. Smith, M. Hovilland Burke, M. Walter Long, le ministre Churchill et surtout le chef du Gouvernement, M. Asquith.

En dépit des appels adressés aux libéraux par MM. Asquith et Lloyd George, le bill fut adopté à la majorité considérable de 299 voix contre 189. Cette

majorité comprenait : 161 libéraux , 87 unionistes , 30 membres du *Labour Party* et 20 nationalistes. Dans la minorité figuraient 60 libéraux, 113 unionistes, 2 membres du *Labour Party* et 14 nationalistes. Ainsi trois partis, dont le parti libéral, étaient en majorité favorables à la réforme ; un seul, le parti unioniste, accusait une assez faible majorité hostile.

Le vote de principe du 12 juillet était d'ailleurs platonique. Par 320 voix contre 75, la Chambre des Communes, aussitôt après, décida de continuer la discussion en « Comité de la Chambre entière ». Ce qui, nous l'avons expliqué, équivalait à un ajournement indéfini, en raison des problèmes qui chargeaient déjà l'ordre du jour jusqu'à la fin de la session et de l'indifférence du gouvernement, qui ne ferait rien pour y faire inscrire la réforme suffragiste.

Dans le but de modifier l'attitude de M. Asquith, de le décider à hâter la procédure parlementaire, les suffragistes consacrèrent la période des vacances du Parlement, de juillet à novembre, à une série de démonstrations pacifiques : 4.000 réunions publiques ; le 23 juillet, meeting à Hyde Park, précédé de deux processions monstres, réunissant plus de 500.000 personnes appartenant à toutes les classes de la société ; le 10 novembre, meeting de la W. S. P. U. au Royal Albert Hall.

Après avoir, à deux reprises, refusé de recevoir des délégations suffragistes qui venaient l'interroger sur ses

intentions — refus qui avait provoqué des échauffourées avec la police, — M. Asquith, le 22 novembre, fit la déclaration suivante : « Le gouvernement a l'intention, si cela est en son pouvoir, de donner des facilités au prochain Parlement pour s'occuper du *bill*, à condition qu'il soit rédigé de façon à laisser la liberté des amendements. » Tandis que, aux yeux des suffragistes constitutionnels, cette déclaration posait directement devant les électeurs la question du suffrage des femmes, les antisuffragistes et les suffragettes n'y virent qu'une promesse de plus du premier ministre, promesse qu'il ne tiendrait pas mieux que les précédentes, décidé qu'il était à rejeter la discussion de session en session et d'année en année. En effet, avec la fin de la session de 1910, le *Conciliation bill* devient *destroyed* (caduc).

Tout était à recommencer. Cependant le *Conciliation Committee* se sentait appuyé par un vif mouvement d'opinion dans le pays. Cent trente conseils de bourgs et de comtés avaient adressé au Parlement des vœux en faveur du vote du *Conciliation bill*, dont ceux des villes, comme Birmingham, Cardiff, Dublin, Dundee, Glasgow, Hull, Leeds, Liverpool, Manchester, Oldham, Sheffield. 46 *Trade Councils*, 34 *Trade Unions* avaient voté des motions suffragistes. Le Parlement d'Australie venait apporter aux Communes le témoignage d'une heureuse expérience. Enfin, le suffragisme avait des appuis dans le ministère même.

Encouragé par ces manifestations de l'opinion, le *Conciliation Committee* prépara un nouveau projet, ainsi conçu :

*« A bill to confer the Parliamentary Franchise to women.
Be it enacted »*

« 1° Toute femme possédant une qualification *household* d'habitation, dans les termes du *Representation of the People Act de 1884*, aura le droit d'être inscrite comme électrice, et sera inscrite pour voter dans le comté ou le bourg où les biens donnant la qualification sont situés.

« 2° Dans l'esprit du présent *act*, une femme ne sera pas disqualifiée de l'inscription sur les listes par son mariage, pourvu que le mari et la femme ne soient pas inscrits comme électeurs dans la même division parlementaire de bourg ou de comté.

« 3° Cet *act* sera appelé *The representation of the People Act 1911*. »

Ce projet conservait à peu près la portée et l'esprit démocratique du *conciliation bill* en faisant reposer le suffrage des femmes sur la qualification de *household*, sans disqualification pour les femmes mariées. A la différence du précédent, il excluait les femmes 10 £ *occupiers* franchise de nature quelque peu censitaire : c'était une concession aux libéraux avancés. Il écartait aussi le vote cumulatif des deux époux dans la même circonscription, en vue d'éviter les *faggot votes* résultant de la création par les hommes riches de qualifications

pour les femmes dépendant d'eux. Ces deux innovations avaient pour but d'accentuer le caractère démocratique, dénié au projet précédent par M. Lloyd George.

Autre différence. Par son titre, non limité *to women occupiers*, mais général, il admettait les amendements comme M. Asquith l'avait demandé le 22 novembre 1910.

Ces modifications faisaient présager une majorité plus grande qu'en 1910. En effet, le bill, présenté par sir George Kemp, député de Manchester, au nom du *Parliamentary Conciliation Committee*, réunit, le 5 mai 1911 sur le passage à la seconde lecture, 255 voix contre 88, tandis que le bill de 1910 avait obtenu 299 voix contre 187. Si l'on ajoute les « pairages » (1) de 55 membres favorables au projet, ses partisans se composaient de : 174 libéraux, 79 conservateurs, les 32 membres du *Labour party* et 31 nationalistes ; ses adversaires comprenaient : 48 libéraux, 86 conservateurs, et 9 nationalistes.

Après ce vote, la situation se présentait d'ailleurs comme en 1910 : il ne restait plus assez de temps pour discuter le bill avant la fin de la session. Il risquait d'être *destroyed*, comme celui de l'année précédente, à moins d'être pris en mains par le gouvernement. Mais le chef du Cabinet, loin de favoriser le passage à la discussion,

(1) Voici en quoi consiste le « pairage », destiné à maintenir la proportion des voix entre les partis. Un député obligé de s'absenter pour une ou plusieurs séances prie un de ses collègues de l'opinion adverse de s'abstenir pendant le même laps de temps.

persista à l'entraver. Le 23 août, il déclara que ses promesses de novembre 1910, ne l'engageaient que pour le *conciliation bill* de 1910, lequel était devenu caduc. Alors que toutes les sociétés suffragistes, appuyées de la *Women's liberal Federation*, unissaient leurs efforts pour l'adoption du projet transactionnel, et que la W. S. P. U. elle-même suspendait sa tactique militante et antiministérielle, le premier ministre donna, le 7 novembre, une nouvelle preuve de sa mauvaise volonté. Recevant une délégation de la *People Suffrage Federation*, qui lui présentait une pétition en faveur du suffrage universel, il déclara que le gouvernement allait déposer à la session de 1912 un projet de réforme électorale, portant suppression des franchises et du vote plural, et conférant le droit de vote à tout citoyen adulte, à l'unique condition d'une résidence de durée réduite. Le projet ne disait pas un mot du suffrage des femmes. Très flegmatiquement M. Asquith se contenta de réitérer sa promesse de faciliter la discussion du *conciliation bill*, et quant à son opinion sur ce point, elle était connue !

Cette attitude de dédain obstiné suscita les protestations des suffragistes même constitutionnels et du leader du *Labour Pary* M. Ramsay, Mc Donald. Quant aux suffragettes, exaspérées, elles reprirent leur méthode militante.

Tandis que M. Asquith refusait d'inscrire le vote des femmes dans son *Franchise and registration bill* plusieurs membres du Cabinet, et non des moindres se déclaraient

ouvertement disposés à plaider la cause du suffrage féminin. M. Lloyd George prononçait en sa faveur un important discours, à Bath, le 24 novembre 1911, au congrès annuel de la *Liberol Federation*. Le 16 décembre, il soutenait, avec Sir Edward Grey, la thèse suffragiste devant la Women's Libéral Federation, et sir Edward Grey donnait lecture de l'adhésion de M. Haldane, secrétaire d'Etat à la guerre. L'accord se faisait sur un projet transactionnel, calqué sur le système norvégien, accordant le suffrage aux femmes, même mariées, justifiant d'une habitation déterminée.

A la fin de février 1912, M. Asquith, persistant dans sa ligne de conduite, déclara simplement accepter le dépôt d'amendements à son projet de réforme électorale. Une fois de plus, il s'engageait, si le *Conciliation bill* passait aux Communes en première lecture, à réserver le temps nécessaire à la suite de la discussion.

L'amendement suffragiste accordait le droit de vote aux femmes « locataires responsables d'une maison d'habitation », mariées ou non, le mari et la femme ne pourraient voter dans la même circonscription. Il vint en discussion aux Communes à la séance du 28 mars 1912. Comme les années précédentes, la question était libre pour les membres des partis et les membres du Cabinet. Les deux thèses suffragiste et antisuffragiste opposèrent l'un à l'autre le ministre des affaires étrangères, sir Edward Grey, et le premier ministre, M. Asquith.

En faveur du suffrage des femmes, sir Edward Grey invoquait surtout des considérations pratiques : le nombre des femmes employées dans l'industrie et l'importance croissante des lois ouvrières et sociales, les heureux résultats du suffrage des femmes, à l'étranger dans les colonies anglaises et dans l'administration locale de la métropole.

M. Asquith objectait la fragilité des réserves apportées aux droits politiques des femmes par le projet transactionnel. La modération des revendications des suffragistes les plus avancées n'était que tactique opportuniste pour mieux aboutir. Une fois le principe admis, il entraînerait bientôt le suffrage universel et l'éligibilité des femmes au Parlement.

M. Asquith reprenait ensuite l'objection de la *Women's sphere*. « Je vous demande, disait-il aux députés, de rejeter le projet, parce que, à mon avis, l'expérience et l'histoire montrent qu'un certain nombre de fonctions de l'activité humaine sont mieux remplies, les unes par les hommes, les autres par les femmes. Il s'agit naturellement de l'ensemble et non pas de cas particuliers.

« Comment pouvez-vous, dit-on, refuser le vote à George Eliot, l'illustre romancière, une des gloires du génie anglais, alors que vous le donnez à son jardinier ? Ce n'est pas là la question. On pourrait tout aussi bien dire : Comment peut-on donner le même nombre de voix à Shakespeare et à son domestique ? Dans ces sortes de

choses, il faut considérer les masses et non pas les individus. A mon avis, les avantages qui pourraient résulter de la présence dans le corps électoral et dans le Parlement, d'un certain nombre de femmes, seraient plus que contre-balancés par les inconvénients de la participation des femmes à la vie politique et publique ».

Cette fois, M. Asquith, l'emporta. Le *Conciliation bill* fut repoussé par 222 voix contre 208. Avaient voté contre, avec M. Asquith, MM. Harcourt, Hobhouse, Mac Kenna, Buxton, Churchill, Pease, A. Chamberlain et F. E. Smith. Les ministres suivants avaient voté pour : MM. Lloyd George, John Burns, Runciman, Birrell, sir Edward Grey. L'échec suffragiste, succédant à une majorité de 110 voix en 1910 et de 107 voix en 1911, dans une Chambre issue des mêmes élections, tenait à diverses causes : l'absence de quinze députés du *Labour Party*, retenus dans leurs circonscriptions par la grève des mineurs ; l'abstention ou l'opposition des soixante-dix membres du parti irlandais, désireux d'écarter de l'ordre du jour tout projet susceptible de retarder le vote du *Home Rule*. Mais il s'expliquait surtout par les attentats des suffragettes, qui entraînèrent la défection des suffragistes tièdes, en leur permettant de confondre le suffragisme féminin avec la révolution sociale.

Au cours de la même session parlementaire, deux membres du *Labour Party* essayèrent, en vain, de réparer cet échec par des voies obliques. Le 21 mai 1912,

M. Lansbury proposa la suppression pure et simple de la disqualification de sexe et l'extension aux femmes des franchises mâles. Plus vaste que le *Conciliation bill*, ce projet avait encore moins de chances de succès. Le *speaker* l'écarta de l'ordre du jour.

En novembre, M. Snowden proposa un amendement au projet de *Home Rule*, déposé par le gouvernement et comportant la création à Dublin d'un Sénat et d'une Chambre des Communes élus par les mêmes électeurs que les Communes. M. Snowden demandait l'élection de ce Parlement par le corps électoral des conseils locaux irlandais lequel comprenait les femmes. Le 4 novembre, la Chambre des Communes repoussa cet amendement, estimant qu'il ne convenait pas de trancher la question de principe dans un texte spécial à l'Irlande.

Le 28 janvier 1913, M. Asquith annonça son intention de disjoindre le suffrage des femmes de l'ensemble de la réforme électorale. Cette nouvelle suscita une reprise des violences des suffragettes.

Le 6 mai, la Chambre des Communes aborda l'examen du projet ministériel de réforme électorale. M. Dickinson avait déposé un amendement, accepté par les suffragistes de l'Assemblée. Inspiré de la loi norvégienne, cet amendement conférait le droit de vote à toutes les femmes âgées de vingt-cinq ans, dont le mari était locataire responsable d'une maison d'habitation ou elles-mêmes locataires responsables d'une maison d'habitation.

L'adoption de cet amendement eût profité à 6 millions de femmes.

L'amendement n'engageant pas la liberté du Cabinet, le débat mit aux prises, une fois de plus, le ministre des affaires étrangères et le chef du Cabinet.

Abandonnant le terrain de la théorie, M. Asquith insista sur l'inutilité et le danger pratique de la réforme proposée. « Il ne faut point, déclarait-il, prendre la question au point de vue abstrait. Il est absurde de prétendre que le droit de vote soit un droit naturel. Il faut se placer au point de vue pratique et se demander simplement si, dans les circonstances actuelles, étant donné la situation politique, économique et sociale du peuple anglais, il est désirable de donner aux femmes le droit de vote.

« Le jour où les femmes obtiendraient ce droit, la loi serait-elle mieux respectée, la vie publique et familiale de la nation serait-elle plus noble ? Il est permis d'en douter. La femme prétend que la législation est partielle à son égard. En aucune façon. Nulle part, la législation n'est plus favorable à la femme qu'en Angleterre. Sans parler de considérations pratiques, le projet de M. Dickinson aurait un grave inconvénient, c'est à savoir la création de six millions de nouveaux électeurs, dont l'entrée en scène risquerait de bouleverser toute la situation politique. Un changement si radical ne saurait être accompli à la légère, surtout quand il est manifeste

que l'immense majorité des femmes anglaises ne désire pas ce changement ».

Dans sa réplique, sir Edward Grey constata que la question du suffrage des femmes était le seul point de désaccord qu'il eût eu avec son chef au cours d'une collaboration et d'une amitié de vingt-sept années. Profitant de la liberté qui lui était laissée d'exprimer ses sentiments suffragistes, il commença par condamner les violences des suffragettes, adjurant la Chambre de ne pas se laisser influencer par les manifestations d'une minorité et de n'écouter que la voix de la justice. Un pays n'a pas un gouvernement effectivement démocratique, quand la moitié de la nation, les femmes, est privée du droit de vote. Contraire à l'égalité démocratique, cette exclusion est contraire aussi à la justice. Les femmes ont des intérêts à défendre, surtout les femmes, de plus en plus nombreuses qui ont besoin de gagner leur vie. Ce n'est que par le droit de vote, qui leur permet de participer à la confection des lois, qu'elles peuvent assurer la protection de leurs intérêts.

Après une intervention de M. Ramsay Mac Donald, au nom du parti travailliste, la Chambre des Communes repousse l'amendement Dickinson, à la majorité de 47 voix. La minorité comprenait environ 150 libéraux, 20 unionistes et une dizaine de nationalistes. Les ministres avaient voté de la façon suivante : contre : MM. Asquith, Churchill, le colonel Selly, Louis Harcourt,

Mac Kenna, Samuel ; pour : Sir Edward Grey, MM. Lloyd George, Birrell, Buxton, Sir Rufus Isaac, MM. Balfour et Bonar Law s'étaient abstenus.

CHAPITRE VII

L'Octroi aux Femmes de l'électorat et de l'éligibilité politiques.

Les Acts du Parlement de février et de novembre 1918.

Le rejet par la Chambre des Communes de l'amendement Dickinson, le 7 mai 1913, est la dernière manifestation des sentiments du Parlement britannique avant la guerre, relativement au suffrage des femmes. L'entrée de l'Angleterre dans le conflit rejetait la question suffragiste au second plan des préoccupations politiques et l'agitation suffragiste allait se trouver suspendue. Cependant, le résultat que n'avait pu atteindre la campagne des suffragistes constitutionnelles, que la *militancy* des suffragettes avait compromis, les femmes anglaises, sans agitation, par leur simple attitude pendant les hostilités, devaient le gagner sans lutte, et plus largement encore qu'elles ne l'avaient espéré, au cours de l'année 1918.

Au début du mois d'août 1914, la N. W. S. P. U., s'était faite le porte-parole des sentiments naturellement pacifiques des femmes anglaises. Des cortèges, composés de

femmes appartenant à toutes les classes sociales, parcoururent les rues de Londres avec des placards portant cette inscription : « La guerre est un crime ! » Des éditions spéciales du *Votes for Women*, la revue des suffragettes, furent distribuées, développant les raisons qu'avait l'Angleterre de rester étrangère au conflit. Mais la violation par l'Allemagne de la neutralité de la Belgique, garantie par l'Angleterre, et les atrocités des armées allemandes en Belgique et dans le Nord de la France provoquèrent bientôt un complet revirement. Mrs Pankhurst déclarait que, quelle que fût l'aversion naturelle des femmes pour la guerre, il était impossible à l'Angleterre de ne pas prendre parti dans un conflit où étaient en jeu les plus graves questions morales et de laisser écraser un pays auquel les autres doivent tout. Les dirigeantes de la N. W. S. P. U. furent parmi les premières à prêcher la collaboration de toutes les femmes anglaises à la défaite de l'Allemagne. Désormais, les organisations suffragistes et féministes suspendant leurs revendications, se mettent au service exclusif de la défense nationale. Par les mêmes moyens qu'elles avaient employés à propager la cause suffragiste, meetings, réunions, tracts, visites individuelles, etc..., elles poussent les hommes à s'enrôler dans l'armée, les femmes à s'engager dans les services sanitaires ou administratifs, dans les automobiles, dans les usines de munitions, dans l'agriculture pour rendre disponible pour les armées toute la population mâle.

Cet élan unanime, cette collaboration active et persévérante à une lutte vitale pour l'Angleterre, ont plus fait pour la cause du suffrage des femmes que les pétitions et les meetings monstres, que les innombrables tracts et les articles de revues, que les violences révolutionnaires des suffragettes. Les femmes ont montré les immenses services qu'elles pouvaient rendre dans la vie sociale et publique. Elles ont prouvé qu'il était injuste de les cantonner dans la vie du foyer et, en détruisant l'objection de la *Women's sphere*, elles ont apporté à la cause de leurs droits politiques l'argument le plus puissant.

CHAPITRE VIII

Le droit de vote politique des femmes.

Le Representation of the people act du 6 février 1918.

C'est, en effet, l'argument qui a décidé la presque unanimité de la Chambre des Communes et une forte majorité de la Chambre des Lords ; c'est celui qui a réalisé ce miracle de convertir à la cause suffragiste son adversaire le plus redoutable et le plus obstiné, M. Asquith.

Cette fois, c'est le gouvernement lui-même qui prend l'initiative de proposer le vote pour les femmes. Au mois de mai 1917, M. Walter Long, secrétaire pour les colonies, dépose sur le bureau de la Chambre des Communes un vaste projet de réforme électorale, accordant le suffrage universel, sans condition de fortune ni de capacité, à tous les hommes à partir de vingt et un ans, aux soldats et marins, à partir de dix-neuf ans. C'est, élargi, le projet élaboré par le gouvernement depuis 1908. C'est la suppression du système des franchises et des qualifications, la substitution du suffrage universel au suffrage censitaire et capacitaire.

Dans son projet, le gouvernement a compris les femmes avec une condition d'âge et une condition de nature censitaire. Voteront les femmes de trente ans, locataires responsables. Malgré ces réserves destinées à éviter une majorité de femmes dans le corps électoral, le bill est très large à leur égard, beaucoup plus large que les *conciliation bills* de 1910, 1911 et 1912, puisque, en englobant les femmes mariées, il accorde l'émancipation politique, non plus à un million de femmes, mais à plus de six millions. A part une légère différence d'âge (30 ans au lieu de 25 ans), c'est la reproduction du bill Shackleton, rejeté en 1913 par la Chambre des Communes.

Bien que le projet fut d'origine ministérielle, le gouvernement déclarait ne pas vouloir faire du suffrage des femmes une question de parti ni de cabinet. Le ministère n'entendait lier ni son existence, ni l'ensemble de la réforme électorale au sort du vote des femmes. Mais les débats eurent une physionomie toute nouvelle. M. Asquith renonçait à son ancienne et tenace opposition. A la séance du 23 mars 1917, il déclarait ; « Mon opposition au suffrage des femmes a toujours été exclusivement fondée sur des considérations d'opportunité politique. Je crois me rappeler avoir lancé, il y a quelques années, cette formule : que les femmes fassent elles-mêmes leur propre salut : Eh bien ! elles l'ont fait durant cette guerre ».

L'argument fut repris au cours de la discussion, le

20 juin 1917, par sir John Simon : « les femmes, disait-il, ont rendu autant de services que les hommes dans les œuvres de guerre et elles ont démontré qu'elles étaient un élément essentiel de l'Etat. »

Cette considération entraîna la presque unanimité de la Chambre des Communes. Le 20 juin, elle adoptait le principe du droit de vote pour les femmes, par 385 voix contre 55. MM. Chamberlain et Edward Carson votèrent contre, tandis que la majorité comprenait à côté de M. Lloyd George, qui avait voté la proposition Dickinson, MM. Balfour et Bonar Law, qui s'étaient abstenus en 1913, et MM. Asquith et Churchill, qui avaient voté contre.

Par 291 voix contre 25, la Chambre des Communes dans la même séance, réservait le droit de vote aux femmes de trente ans. Le 2 décembre 1917, elle adoptait définitivement le projet en troisième lecture.

La parole était à la Chambre des Lords. Elle n'avait jamais encore été appelée à se prononcer sur la réforme, mais les suffragistes pouvaient redouter la décision de cette assemblée conservatrice. Au moment des discussions aux Communes sur le bill Shackleton, le marquis de Lansdowne, leader de la majorité conservatrice de la Haute Assemblée ne s'était-il pas affirmé hostile au droit de vote des femmes, ainsi que lord Loreburn, lord chancelier ? Et le leader de la minorité ministérielle libérale, le marquis de Crewe, n'avait-il pas affiché les mêmes convictions ?

Le projet des Communes fut discuté à fond par la Chambre des Lords dans ses séances du 9 et du 10 janvier 1918, qui virent une affluence de public inaccoutumé, notamment de paires. Comme devant la Chambre des Communes, la question restait libre, indépendante des partis et du Cabinet. Le suffrage des femmes trouva des adversaires déterminés. Délaissant la question théorique, ils s'efforcèrent surtout de montrer ses dangers, son inopportunité.

Lord Loreburn écartait la « présomptueuse et ridicule idée de supériorité au profit du sexe mâle » et il déclarait qu'au contraire, il croyait les femmes meilleures que les hommes. Mais il lui paraissait d'une imprudence insigne de donner aux femmes le droit d'exprimer leur avis sur les *imperial matters*, les questions diplomatiques, militaires et navales.

Le Lord chancelier, lord Curzon, ancien président de la *National League for opposing Women Suffrage* redoutait surtout l'orientation défaitiste et socialiste qu'une masse de six millions d'électrices donnerait à la politique, au détriment de la sécurité de la vie nationale. Il allait jusqu'à qualifier le projet de *vast, incalculable, almost catastrophic... without precedent in history and without justification in experience*. Le vicomte Bryce reprenait ce dernier argument, avec celui de Lord Lansdowne, qui prétendait que la réforme était contraire à l'opinion. « Il n'est aucunement établi, disait le célèbre écrivain,

que l'opinion soit acquise à la réforme, ni que les femmes la désirent unanimement. Que si l'on veut voir où conduit le principe que tout être a droit de participer au gouvernement on n'a qu'à regarder du côté de la Russie. Aux Etats-Unis, la réforme suffragiste n'a fait ni bien ni mal. Aucune vieille, aucune grande nation n'a tenté cette audacieuse expérience. Ce n'est pas une raison pour que, en dehors de toute expression claire de la volonté populaire, l'Angleterre soit la première grande nation à se lancer sur cette vaste mer dont il n'y a pas de carte ! »

Enfin, lord Balfour of Burleigh redoutait l'ouverture de l'écluse féministe. La poussée irait jusqu'au bout, jusqu'au suffrage universel des femmes, jusqu'à l'éligibilité des femmes : ce n'est pas la fragile barrière d'une limite d'âge minimum qui pourrait longtemps l'endiguer.

Cependant, l'argument qui avait converti M. Asquith et entraîné la majorité des Communes triompha de ces objections. L'archevêque de Canterbury insista sur la part considérable des femmes dans la vie nationale, en dehors même de leurs services pendant la guerre. Lord Haldane insista sur ce dernier point. « La grandeur et la nature de l'organisation contre laquelle nous combattons nous ont contraints à mobiliser la nation tout entière et sans les femmes, ni l'armée, ni la flotte ne pourraient combattre. On a dit que les femmes n'exposent pas leur

vie comme les hommes. Un grand nombre l'ont fait. Il y a eu des femmes comme Edith Cavell ; il y a eu des femmes qui sont tombées sous les obus, comme les hommes ; elles n'ont pas craint de s'embarquer sur les navires hôpitaux. Puisque nous avons mobilisé la nation entière, peut-on dire que la situation est la même qu'avant la guerre ? » L'égalité démocratique exige la représentation de la nation tout entière, et tant que cette réforme ne sera pas réalisée, l'Angleterre ne connaîtra pas la stabilité. « Le suffrage des femmes n'est qu'une partie d'un vaste mouvement qu'on ne peut pas songer davantage à arrêter que la marée de l'Atlantique. »

Dans sa séance du 10 janvier 1918, la Chambre des Lords adopta, par 134 voix contre 71, le projet voté par la Chambre des Communes.

Quelques jours après, les antisuffragistes essayèrent d'annuler pratiquement ce vote, en subordonnant la réforme à un referendum féminin. Leur principal argument c'était l'indifférence ou l'hostilité du plus grand nombre des femmes au droit de vote. En instituant une consultation populaire, ils espéraient faire échouer définitivement la réforme suffragiste. Elle trouvait une majorité aux Communes, mais celles-ci ne comprenaient que des hommes, élus exclusivement par des hommes !

On a prêté à M. Asquith l'intention de soumettre à un referendum le *Conciliation bill de 1912*. M. Lloyd George y aurait été opposé. Cette méthode aurait trouvé un appui

dans le parti unioniste, partisan du referendum pour toutes les grandes réformes constitutionnelles.

L'idée avait été reprise, au moment de la discussion de janvier 1918, devant la Chambre des Lords, par une anti-suffragiste des plus notoires, Mrs Humphry Ward, l'une des dirigeantes de la Ligue contre le suffrage des femmes. Dans un article paru à la *Nineteenth Century* (1), elle adjurait la Chambre des Lords de ne pas contraindre les femmes au nom de la liberté, et d'organiser une consultation préalable des intéressées.

Deux membres de la Ligue antisuffragiste, lord Balfour of Burleigh et lord Halifax, défendirent devant la Chambre des Lords, le 14 et le 15 janvier, l'idée d'un referendum des femmes électrices aux Conseils de bourgs et de comtés. Mais la Chambre Haute repoussa, par 90 voix contre 62, ce « mécanisme, ignoré par la Constitution anglaise ».

Le 6 février 1918, le nouveau *Representation of the People Act* fut promulgué et devint définitif. Il ajoutait d'un coup au corps électoral, composé de 8,357,000 électeurs mâles, plus de deux millions de nouveaux électeurs et plus de six millions d'électrices.

Certes, il ne réalise pas l'égalité absolue des droits politiques des deux sexes, réclamée par les suffragistes absolus, *Equal suffrage! equal rights!* et conforme à

(1) *Nineteenth Century*, janvier 1918, page 47.

l'égalité démocratique idéale. Il ne donne aux femmes le droit de vote qu'à partir de trente ans, tandis que les hommes votent à vingt et un ans, et même, les soldats et les marins, à dix-neuf ans. Et surtout il maintient une condition écartée désormais pour les hommes. Tandis qu'il supprime au profit de ceux-ci les qualifications des *owners* et même de *householders*, d'*occupiers* et de *lodgers*, il ne confère l'électorat qu'aux femmes ayant un loyer à leur nom ou au nom de leur mari, à l'exclusion des femmes habitant dans des chambres meublées, des pensions ou des hôtels. Cette disposition d'écarter des élections les femmes de mauvaise vie, dont l'admission dans le corps électoral des Etats américains a soulevé de vives protestations, a paru une objection décisive à certains antisuffragistes. Mais elle en écarte aussi, avec les domestiques, des employées de commerce, des institutrices, des infirmières, qui n'ont pas les moyens d'avoir un logement à leur nom.

Quelques réserves qu'on puisse faire, au nom de la justice démocratique, sur cette condition de nature censitaire, vestige de l'ancienne législation des franchises, et sur la condition d'âge, destinée à maintenir aux hommes la majorité dans le corps électoral, *l'act* du 6 février 1918, présente une importance considérable. Il dépasse en portée les revendications de la plupart des associations suffragistes et des suffragettes elles-mêmes, ainsi que les *conciliation bills* d'avant-guerre. A la différence de ceux-ci,

il ne restreint pas le droit de vote exclusivement aux femmes possédant une seule des anciennes qualifications, ni même aux femmes possédant l'une quelconque des anciennes qualifications mâles. Il étend le suffrage aux femmes mariées comme aux célibataires; il n'exige, avec la condition d'âge, qu'une condition d'habitation, plutôt démocratique que censitaire, puisque le loyer peut être réduit au chiffre le plus infime. Il émancipe plus de six millions de femmes, dont cinq millions de femmes mariées et, d'après les sondages effectués par l'Indépendant *Labour Party* en 1910 et 1911, 70 à 80 0/0 de ces femmes sont des ouvrières.

Tant par son principe que par son étendue d'application, l'act du 6 février 1918 réalise donc une réforme d'une portée considérable. Le principe qu'il consacre contient en lui-même des germes de développement. Une fois ouverte l'écluse féministe, disait M. Balfour of Burleigh à la Chambre des Lords, ce n'est pas une limite d'âge qui peut l'endiguer. Le droit de vote, dans les conditions larges où l'act de 1918 l'accorde aux femmes, contient en puissance le suffrage universel, que cet act reconnaît aux hommes. Il contient en puissance l'éligibilité et dès novembre 1918, le Parlement va en tirer cette conséquence logique et fatale.

CHAPITRE IX

L'éligibilité des femmes à la Chambre des Communes

Le Parliament (qualification of women)

act de novembre 1918

Le Parlement britannique ne devait pas tarder à donner raison à ceux qui voyaient dans l'éligibilité des femmes l'aboutissement logique de l'électorat. Dans un régime démocratique, le droit de choisir des représentants, implique celui de briguer soi-même la représentation. La nation est souveraine. Dans un pays très étendu et très peuplé le gouvernement représentatif est un procédé plus commode que le gouvernement direct, mais ce n'est qu'un procédé, qu'une forme du gouvernement démocratique. L'élection des représentants n'est que l'expression de la volonté des membres de la nation. Ceux-ci ont donc le droit, non seulement de l'exprimer en élisant des représentants, mais de demander à représenter eux-mêmes la nation dont ils sont membres.

L'Angleterre avait déjà admis cette conséquence de l'électorat en accordant aux femmes électrices l'éligibilité aux corps locaux, conseils de bourgs et conseils de comtés. Elle devait donc tirer naturellement de l'électorat politique des femmes l'éligibilité politique, sans la leur faire attendre aussi longtemps que l'éligibilité locale après l'électorat local.

Dès le 23 octobre 1918, un ancien ministre libéral, M. Herbert Samuel, présentait à la Chambre des Communes une motion ainsi conçue : « La Chambre est d'avis qu'il est désirable de voter, immédiatement un bill à l'effet de rendre les femmes éligibles au Parlement ».

L'auteur de la motion la défendait par une argumentation des plus solides. Il montrait d'abord que l'éligibilité découle directement de l'électorat. Allant plus loin, il l'accordait même aux femmes non électrices. Il abandonnait ainsi le principe consacré du *Municipal Corporation Act* de 1882, aux termes duquel personne n'est éligible à une assemblée locale pour laquelle il n'est pas électeur. Cette règle qui écartait des conseils locaux toutes les femmes mariées, était, nous l'avons vu, très vivement combattue et diverses propositions avaient été faites en vue de réduire l'éligibilité à une seule condition de résidence. M. Herbert Samuel la rejetait en matière politique, et admettait l'éligibilité de toutes les femmes, même non électrices, en vertu des principes démocratiques consacrés par le droit anglais : « Le droit pour les électeurs, affir-

mait-il, de choisir en toute liberté leurs représentants est un principe essentiel de la démocratie, que tous les partis proclament être l'une des règles fondamentales du gouvernement des nations ».

A ces considérations de principe, M. Herbert Samuel ajoutait des arguments d'ordre pratique. Dans bien des questions, toutes celles qui touchent à la famille, les femmes ont une compétence particulière et leur avis est précieux à connaître. Telle est l'importance qu'on y attache que bien souvent, observait fort judicieusement M. Samuel, au lieu de constituer un *select committee* parlementaire, on a créé des commissions ministérielles uniquement dans le but d'y faire entrer des femmes. Pourquoi, dès lors, leur dénier un pouvoir de décision sur des matières où l'on est disposé à suivre leurs conseils ?

En faveur de l'éligibilité politique, l'auteur de la motion invoquait encore l'expérience déjà longue faite par l'Angleterre de la gestion des femmes en matière locale. Cette expérience tout le monde le reconnaît, est heureuse, ce qu'on peut regretter, c'est que la législation municipale ne permette pas de l'élargir, en ouvrant aux femmes mariées, les fonctions municipales.

M. Herbert Samuel remarquait encore très justement que l'expérience de l'éligibilité des femmes comportait infiniment moins de risque que celle de l'électorat. Tandis que six millions de femmes voteront, une élite seulement brigueront des sièges de députés. Le vote n'exige qu'un

déplacement tous les quatre ans. Les fonctions de député sont trop absorbantes pour se cumuler avec la mission de la femme au foyer. Il n'est pas à redouter qu'elle abandonne celle-ci du jour au lendemain : sa nature même l'en empêchera. A l'ambition politique, elle préférera son foyer, laissant à quelques femmes libres de leur temps, ou possédant une instruction plus développée et une pratique de la vie sociale ou politique, le plaisir de caresser le rêve de s'asseoir au Parlement. M. Herbert Samuel se rencontrait ici avec Condorcet et Stuart Mill et les élections générales devaient bientôt lui donner raison sur ce point.

M. Samuel répondait ainsi victorieusement aux objections de ses peu dangereux adversaires : M. Banbury, préférait attendre les résultats de l'électorat, avant d'accorder aux femmes l'éligibilité ; M. Peto et l'amiral Sir Hedwarth Meux ne voulaient pas mêler les femmes à la « sale besogne de la politique », trouvant que la Chambre des Communes n'était pas « un lieu convenable pour une femme respectable ».

L'éligibilité trouva un défenseur inespéré dans l'un des plus anciens adversaires du suffrage des femmes. M. Asquith, qui avait abandonné à la Chambre des Communes ses convictions antisuffragistes, vint tirer devant la Chambre des Lords la conséquence de son revirement. Il rappela que s'il avait pendant de longues années, combattu le droit de vote des femmes, il avait

toujours déclaré que, le jour où on le leur accorderait, on ne pourrait, ni en bonne logique ni en bonne politique, leur refuser le droit d'être élues : « Nous avons avalé le chameau, concluait-il, avec humour, nous ne devons pas hésiter devant le moucheron. »

Le siège de la Chambre des Communes était fait. Le 23 octobre 1918, elle adopta la motion de Sir Herbert Samuel à la presque unanimité : 274 voix contre 25. Le gouvernement déposa aussitôt un bill, qui fut voté par les Communes le 6 novembre, et par la Chambre des Lords le 15 novembre.

Conformément au principe invoqué par Sir Herbert Samuel, l'act de novembre 1918 accorde aux femmes l'éligibilité plus largement que l'électorat, il supprime la limite de l'âge minimum de trente ans. Ainsi, une femme anglaise peut être élue membre de la Chambre des Communes à vingt et un ans, tandis qu'elle ne peut prendre part aux élections qu'à trente ans. C'est un manque de symétrie assez malheureux, l'exercice de la fonction législative demandant plus de jugement et d'expérience que l'électorat. Cette conséquence contribuera sans doute à faire disparaître dans un avenir peu éloigné la différence peu équitable et peu démocratique établie par l'act du 6 février 1918 entre l'homme et la femme, différence qui n'a d'autre but que celui de maintenir aux hommes une majorité dans le corps électoral. Considération fort égoïste et assez vaine, car les élections ne se

font pas sur une opposition entre les sexes, comme celles de décembre 1918 l'ont montré (1).

Sur un autre point, l'act de novembre 1918 se montre moins large pour les femmes que pour les hommes. Il ne confère aux femmes que l'éligibilité à la Chambre des Communes et les exclut de la Chambre des Lords. Le 21 décembre 1918, lord Haldane avait déposé un amendement donnant aux femmes héritières du titre de pair le droit de siéger et de voter à la Chambre des Lords. Cet amendement fut repoussé par 33 voix contre 14. Ce vote n'a pas tranché définitivement la question ; lord Islington, au nom du gouvernement, le faisait remarquer : le Cabinet croyait préférable de faire de cette réforme l'objet d'une loi spéciale. La composition particulière de la Chambre des Lords suffisait à justifier cette méthode. Recrutée par l'hérédité et par nominations royales, elle n'a pas de membres élus. L'éligibilité des femmes aux Communes découle de l'électorat. Le raisonnement ne peut être appliqué à la Chambres des lords, puisqu'elle n'est pas issue de l'élection.

Ce mode de recrutement fermé ferait d'ailleurs de l'entrée des femmes à la Chambre des Lords une réforme autrement moins importante que celle réalisée par les acts de 1918, qui a appelé presque toute la population

(1) La Chambre des Communes a supprimé, en juillet 1920, la condition d'âge spéciale aux femmes.

féminine à l'électorat et à l'éligibilité à la Chambres des Communes. L'importance en serait encore atténuée par la réforme constitutionnelle réalisée par le *Parliamentary Act* de 1911, qui a réduit les pouvoirs de la Chambre des Lords à peu près à un droit de vote suspensif d'une durée limitée.

CHAPITRE X

Résultats de l'expérience des élections de novembre 1918.

Les *acts* de février et de novembre 1918 sont encore trop récents pour qu'on puisse dégager dès maintenant les résultats du changement capital qu'ils ont apporté dans l'organisation constitutionnelle de l'Angleterre. Bornons-nous à indiquer en quelques mots les conclusions suggérées par la première expérience qu'elle en a faite presque aussitôt, aux élections générales de décembre 1918.

Ces élections ont porté moins sur un programme de parti que sur un programme national, comportant l'approbation de la conduite de la guerre, les garanties à prendre pour éviter un retour offensif de l'Allemagne et les mesures propres à développer la production industrielle et agricole. Ce programme a triomphé à une imposante majorité. Le vote des femmes n'a donc pas déterminé l'orientation défaitiste et socialiste redoutée par Lord Curzon. Dans ces élections où l'absence de programme de parti explique le nombre énorme d'abstentions (50,7 0/0), les femmes ont usé de leur nouveau droit en

aussi grande proportion que les hommes et dans certaines circonscriptions, en plus forte proportion. La période électorale et le scrutin se sont passés sans incidents notables et l'on n'a pas assisté aux scènes scandaleuses prédites par les antisuffragistes.

Le trait capital des élections de décembre 1918, c'est le nombre infime des candidatures féminines et leur échec complet à l'exception d'une seule. 17 femmes seulement ont été candidates. Une seule a été élue, Mme Markievicz, du parti Sin-Fein, dans la circonscription de St-Patrick, en Irlande, par 7.835 voix contre 3.752 au député sortant, W. Fied, nationaliste et 312 à un autre candidat. Les condamnations qu'elle avait encourues par sa participation à la révolte sinn-feiner la rendaient d'ailleurs inéligible (1).

Bien que choisies parmi les personnalités féministes les plus marquantes, les autres candidates ont échoué presque toutes de loin. Signalons spécialement la défaite d'ailleurs honorable de l'apôtre du suffragisme Miss Christabel Pankhurst, battue par M. Davidson, du *Labour Party*, à Smethwick, malgré le désistement en sa faveur du candidat de la coalition, M. Thomson, à la demande de MM. Lloyd George et Bonar Law. Miss Pankhurst a obtenu 8.614 voix contre 9 389. Les autres candidates

(1) Lors de l'élection partielle qui a eu lieu en novembre 1919, à Plymouth, Lady Astor a été élue membre de la Chambre des Communes par 14.495 voix.

sont presque toutes restées loin de ce chiffre. Sur plus de 20 millions d'électeurs, dont 6 millions de femmes et 10 millions de votants, les candidates femmes n'ont, à elles toutes, réuni que 52.810 voix.

Voici, d'après le *Weekly Times* du 3 janvier 1919, le nombre de voix qu'elles ont respectivement obtenues dans les diverses circonscriptions :

CIRCONSCRIPTIONS	NOMS DES CANDIDATES	PARTI	VOIX OBTENUES
Vorth Batterses.	Mrs Despard.	Lab.	5.634
Ladywood.	— Asbby.	Lib.	1.554
Rusholme.	— Pethick-Lawrence.	Lab.	2.985
S. Portsmouth.	Miss A. Garland.	Lib.	4.283
Richmond.	— Dacre Fox.	Ind.	3.615
Smethwick.	— Chr. Pankhurst.	Wom.	8.614
Bridgeton.	— E. A. Murray.	Ind.	991
Brentfordand.	Mrs Olivier Strachey.	—	1 263
Enfield.	— Mac Ewan.	Lib.	1.987
Hendon.	— Martyr.	Ind.	2.067
Mansfield.	— Carruthers (Miss Markham).	Lib.	4.000
Stourbridge.	Mrs Anderson (Mis Mac Arthur.	Lab.	7.587
Victoris.	Miss Cornay.	S. F.	395
St Patrick's.	Mme Markievicz.	—	7 835
			52.810

Sans qu'on puisse encore tirer d'un scrutin unique des conclusions définitives, on peut résumer la philosophie de cette première expérience en disant qu'elle n'a réalisé aucun des dangers prédits par les adversaires du suffrage

et de l'éligibilité des femmes. Elles n'ont pas déterminé une nouvelle orientation politique, ni réactionnaire, ni défaitiste, ni révolutionnaire. Les femmes n'ont pas montré pour leur nouvelle prérogative plus d'indifférence que les hommes. Elles n'ont apporté aux opérations électorales aucun élément de trouble. Enfin elles n'ont pas fait du vote un instrument de domination féminine, puisqu'elles n'ont présenté qu'un nombre infime de candidates et n'en ont élue qu'une seule. Cette expérience n'a donc été en rien *catastrophic*, comme le redoutait Lord Curzon et, en faisant tomber plusieurs objections suffragistes, elle a donné à ceux qui, dans d'autres pays, luttent encore pour le vote des femmes, un précieux argument de fait.

DEUXIÈME PARTIE

LES THÈSES SUFFRAGISTE ET ANTISUFFRAGISTE ANGLAISES ET LEUR VALEUR AU POINT DE VUE FRANÇAIS

Nous avons montré dans notre première partie, à la suite de quels longs et persévérants efforts, tant au Parlement que dans le pays, l'Angleterre a récemment ouvert aux femmes l'accès à la vie politique, en leur conférant coup sur coup, le droit de vote et l'éligibilité à la Chambre des Communes. Nous avons décrit l'économie des acts de février et de novembre 1918 et les premiers résultats de la réforme considérable qu'ils ont réalisée.

Mais notre étude n'a pas seulement pour objet le mouvement et la législation suffragistes en Angleterre. Nous cherchons à les faire connaître, moins pour eux-mêmes que pour l'enseignement qu'on peut en tirer pour la

France. Après avoir décrit les *faits*, il nous reste à exposer les *idées*, les arguments qui ont emporté le vote de la réforme, comme les objections qui l'ont si longtemps ajournée. Nous serons ainsi amené à dégager des thèses suffragiste et antisuffragiste anglaises leur portée universelle et spécialement française et à tirer, de l'expérience et de l'argumentation anglaises, une conclusion en faveur de l'introduction en France du vote politique au bénéfice des femmes.

Nous n'avons pas la prétention pour reconstruire ces théories adverses de chercher des matériaux dans l'innombrable littérature, livres, articles de revues, tracts..., qu'a fait naître, dans les deux sens, la question suffragiste en Angleterre. Nous avons d'ailleurs la bonne fortune de trouver dans deux textes un exposé à peu près complet des deux points de vue. Le Manifeste antisuffragiste publié par *The Nineteenth Century*, en 1908 est assez récent pour contenir l'essentiel de la thèse des adversaires du vote féminin. Quant à ses partisans, ils ont eu la bonne fortune de trouver, en 1869, un éminent philosophe économiste, écrivain et homme politique pour exposer sous toutes leurs faces les arguments en faveur des droits politiques des femmes. Les écrits ultérieurs n'ont guère fait que rajeunir et préciser sur certains points la *Subjection of Women* de Stuart Mill.

Il nous suffira donc d'analyser ces deux documents pour connaître la pensée anglaise sur le suffrage des femmes.

Comme Condorcet, le père du féminisme, qui écrivait :
« Une entière égalité des droits entre les individus des
« deux sexes est une conséquence nécessaire de leur
« nature (1), Stuart Mill veut « l'égalité parfaite, sans
« privilège ni pouvoir pour un sexe, comme sans inca-
« pacité pour l'autre ». Au nom de la raison, il s'efforce
de détruire l'inégalité des droits des sexes, qui « s'appuie
« d'une part, sur un usage universel et de l'autre, sur des
« sentiments d'une puissance extraordinaire ». Cette iné-
galité n'est nullement naturelle. « L'inégalité des droits
« de l'homme et de la femme n'a pas d'autre origine que
« le droit du plus fort ».

C'est surtout dans le domaine conjugal que le pouvoir
de l'homme sur la femme est inexpugnable. Si la femme
ne se plaint pas, c'est qu'elle n'ose pas. La soumission
innée vient de l'éducation dégradante qu'elle reçoit.
L'incapacité de la femme subsiste seule comme un ana-
chronisme.

La nature de la femme justifie-t-elle sa subordination ?
Nullement. Ce qu'on appelle ainsi, c'est « un produit
éminemment artificiel », parce que nous ne pouvons juger
la femme que dans ses rapports avec l'homme. La femme
elle-même s'ignore et accepte son asservissement. « La
« femme la plus illustre qui ait laissé des œuvres assez

(1) Condorcet, Mémoire sur l'admission des femmes au droit de cité.

« belles pour conquérir une place éminente dans la littérature de son pays, a cru nécessaire de mettre cette « épigraphe à son ouvrage le plus hardi : « Un homme « peut braver l'opinion, une femme doit s'y soumettre (1) ». La plus grande partie de ce que les femmes écrivent sur leur sexe n'est que « flatterie pour les hommes. Si la « femme qui écrit n'est pas mariée, il semble qu'elle « n'écrive que pour trouver un mari. Beaucoup de femmes « mariées ou non vont au-delà ; elles propagent sur la « soumission de leur sexe des idées dont la servilité « dépasse les désirs de tout homme ».

Mais accorder aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, n'est-ce pas méconnaître leur vocation naturelle, le mariage et la maternité ?

Pour Stuart Mill, c'est un préjugé masculin, de croire que c'est là leur vocation. C'est l'égoïsme des hommes qui les y contraint, absolument, dit-il, comme les planteurs de la Louisiane forcent les nègres à cultiver la canne à sucre et le coton, ou comme, en d'autres pays, on embauche de force des matelots.

Dans son chapitre II, Stuart Mill revient sur le pacte matrimonial, et il insiste sur la servitude de la femme mariée. Malgré l'adoucissement des lois et des mœurs, l'épouse est toujours « l'esclave de son mari ». Elle ne forme avec lui qu'une « personne légale ». C'est la

(1) Epigraphe de *Delphine* par Mme de Staël.

théorie de la confusion de la femme dans la personnalité du mari, soutenue par le jurisconsulte Edward Coke et encore acceptée par le père de Stuart Mill.

Le mari est « responsable envers autrui des actes de sa femme, comme un maître l'est des faits et gestes de ses esclaves ou de son bétail ». L'esclavage de la femme est même pire que celui de l'esclave ou du nègre, parce qu'il ne cesse jamais. La « puissance paternelle » vient l'aggraver encore, en étendant la domination du mari sur les enfants, au détriment des droits naturels de la mère.

Ainsi conçu, le pacte matrimonial est une école de corruption. « Dans l'état présent des choses, ceux qui en usent avec le plus de bienveillance avec leur femme, sont aussi souvent corrompus que raffermis dans l'amour du bien par son influence... La seule école du véritable sentiment moral est la société entre égaux... Le commandement et l'obéissance ne sont que des nécessités malheureuses de la vie humaine : l'état normal de la Société, c'est l'égalité. Dans la vie moderne déjà, et toujours plus, à mesure qu'elle marche dans la voie du progrès, le commandement et l'obéissance deviennent des faits exceptionnels ».

Cette « morale de justice », reposant sur l'égalité des individus, développera chez la femme le sentiment de sa dignité et de sa personnalité, en modifiant les bases traditionnelles de la famille, puissance maritale et puissance paternelle, qui font de la famille « une école de

« despotisme, où les vertus du despotisme, mais aussi « ses vices, sont plantureusement nourris ».

Après avoir décrit l'asservissement de la femme et proclamé la nécessité de l'égalité des sexes, Stuart Mill passe, dans son chapitre III, à l'examen des revendications féminines. Il réclame pour la femme en droit privé, la propriété de son salaire et de ses acquêts personnels. En droit public, il demande pour elle le droit de vote aux « élections tant du Parlement que des corps « municipaux ». C'est le seul moyen pour elles de briser leur servitude. Il est « nécessaire de donner à ces esclaves « une protection légale, car nous savons trop la protection « que les esclaves peuvent attendre quand les lois sont « faites par leurs maîtres. » Les lois faites par les hommes ne peuvent aboutir qu'à aggraver l'asservissement des femmes.

Mais les femmes sont-elles propres aux fonctions publiques ? Stuart Mill ne croit pas la femme inférieure à l'homme ; physiquement, son cerveau est moins volumineux ! Il écarte l'objection en montrant, par une discussion phrénologique, que ce point est indifférent.

Psychologiquement, la femme a tout aussi bien que l'homme la vocation au gouvernement : Elisabeth, Victoria n'ont-elles pas exercé le pouvoir ? Elle est supérieure à l'homme par certaines qualités : elle prend son parti plus vite ; elle est « tournée vers la pratique », elle possède la « sagacité d'intuition ».

On objecte l'infériorité intellectuelle des femmes, l'absence de génie, le peu d'originalité de leurs conceptions, leur habitude des généralisations hâtives. Mais, répond Stuart Mill, l'état de dépendance et d'asservissement dans lequel l'homme les a toujours laissées ne permet pas à leurs facultés de prendre un complet développement. On peut tout espérer de l'éducation. « Il n'y a pas trois générations que les femmes.... ont commencé à s'essayer dans la philosophie, la science ou les arts ». Leurs défauts se corrigeront « quand les femmes auront un libre accès à l'expérience de l'humanité, à la science ».

Quel avantage la société tirera-t-elle de l'abolition de cette « servitude légale et monstrueuse des femmes » ? C'est l'objet du chapitre IV.

Le bienfait serait « immense ». Ce serait d'abord une œuvre de moralité et de justice. L'égalité de la femme développerait sa dignité et sa personnalité ; elle supprimerait chez l'homme le sentiment de sa supériorité qui le corrompt et le rend orgueilleux.

Le second bienfait « serait de doubler la somme des facultés intellectuelles que l'humanité aurait à son service ». L'influence de la femme grandira et deviendra plus bienfaisante par son adjonction au corps politique. Actuellement, les femmes ne voient pas plus loin que leur famille : agrandissez leur sphère d'action et toute la société profitera de leur dévouement à la vertu. Leur action politique ordonnée vaudrait mieux que le « gaspil-

lage de bienveillance », décoré des noms de charité et de prosélytisme religieux. Dans le ménage même, la libération rétablira l'harmonie rompue par l'inégalité d'éducation et de culture.

Stuart Mill admet enfin la collaboration des femmes aux fonctions législatives.

« Le simple bon sens, écrit-il pour conclure, doit nous apprendre que si des fonctions législatives étaient confiées aux femmes, ce serait à celles qui, n'ayant pas de vocation spéciale pour le mariage, ou qui, préférant employer ailleurs leurs talents....., auraient dépensé les meilleures années de leur jeunesse à se rendre capables de marcher dans la voie où elles veulent s'engager ; on y admettrait le plus souvent peut-être des veuves ou des femmes mariées de quarante ou cinquante ans, qui pourraient, avec des études convenables, utiliser sur un plus grand théâtre, l'expérience et le talent de gouvernement qu'elles ont acquis dans la famille ».

Un antiféministe (1) a reproché à Stuart Mill, comme à Condorcet, d'exclure de la fonction législative les femmes mariées, les mères de famille, dont ils revendiquent précisément l'émancipation. C'est une erreur manifeste. Dans le passage précité, Stuart Mill ne prétend pas leur refuser l'éligibilité en tant que droit ; il prédit seulement qu'en fait, les suffrages iraient unique-

(1) Théodore Joran, *Le Suffrage des Femmes*, pp. 49-50.

ment aux femmes âgées et ayant une éducation politique spéciale. Il faut interpréter sa pensée dans le même sens que celle de Condorcet, très clairement exprimée dans les lignes suivantes : « Mais dira-t-on, ce changement
« serait contraire à l'utilité générale, parce qu'il écarterait
« les femmes des soins que la nature semble leur avoir
« réservés.

« Cette objection, explique Condorcet, ne me paraît
« pas bien fondée. Quelque constitution que l'on établisse,
« il est certain que dans l'état actuel de la civilisation
« des nations européennes, il n'y aura jamais qu'un très
« petit nombre de citoyens qui puissent s'occuper des
« affaires publiques. On n'arracherait pas les femmes à
« leur ménage plus que l'on n'arrache les laboureurs à
« leurs charrues, les artisans à leurs ateliers. Dans les
« classes plus riches, nous ne voyons nulle part les
« femmes se livrer aux soins domestiques d'une manière
« assez continue pour craindre de les en distraire, et
« une occupation sérieuse les en détournerait beaucoup
« moins que les goûts futiles auxquels l'oisiveté et la
« mauvaise éducation les condamnent.

« La cause principale de cette crainte est l'idée que tout homme admis à jouir des droits de cité ne pense plus qu'à gouverner ; ce qui peut être vrai jusqu'à un certain point dans le moment où une constitution s'établit ; mais il ne faut pas croire que parce que les femmes pourraient être membres des assemblées nationales, elles

abandonneraient sur le champ leurs enfants, leur ménage, leur aiguille. . . . »

L'expérience anglaise des élections de décembre 1918 a confirmé, ces pronostics dictés par le bon sens.

Telle est la théorie de l'émancipation féminine, d'après Stuart Mill.

Dans le traité sur l'Assujettissement des femmes, il faut faire la part de l'esprit de système et de l'exagération. Ce livre était une riposte à la théorie traditionnelle du *common law*, exposée par Coke et encore défendue par James Mill. A l'idée de la confusion de la femme dans l'homme, Stuart Mill se devait de répondre par l'idée de l'égalité absolue, presque mathématique des sexes et il n'est pas surprenant que dans ce plaidoyer il ait forcé la note et poussé trop au noir le tableau de l'asservissement de la femme. A l'époque de la publication de son ouvrage, la femme mariée trouvait déjà dans le divorce une garantie contre les abus de pouvoir de son mari et, après lui, divers acts postérieurs lui ont progressivement assuré une complète indépendance au point de vue du droit civil.

Prise dans son ensemble, l'argumentation de Stuart Mill n'en conserve pas moins sa valeur. Le principe du gouvernement démocratique et représentatif renferme bien en lui-même le suffrage universel, même féminin. Telle en est la conséquence à la fois logique et conforme à la justice. Le gouvernement démocratique est celui de

la souveraineté de la nation. C'est un parti pris d'exclure les femmes de la nation. Le gouvernement représentatif suppose un Parlement qui soit le miroir de la nation souveraine. Ce miroir sera-t-il fidèle, si la moitié de la nation n'y est pas représentée?

En établissant l'égalité de l'homme et de la femme, — riposte à la thèse Cokiste de la confusion, — Stuart Mill a d'avance répondu, à l'objection des antisuffragistes, qui écartent l'application aux femmes du principe de l'égalité démocratique, en contestant l'égalité des deux sexes. C'est un trop complexe sujet pour qu'il ait pu épuiser la discussion. Notamment, la question de l'égalité ou de l'infériorité physique de la femme a donné lieu entre suffragistes et antisuffragistes anglais, à d'interminables débats et les données les plus récentes de la zoologie, de la biologie, de l'anatomie, de la physiologie, de la phrénologie, de l'embryogénie ont été utilisées tour à tour dans un sens ou dans l'autre. Il suffit d'indiquer ces efforts d'une argumentation scientifique, prise au sérieux par des féministes et par des antiféministes, qui n'en ont pas aperçu la vanité et le ridicule. Stuart Mill avait bien raison de ne pas y attacher d'importance. L'infériorité physique de la femme, même admise, n'impliquerait nullement le refus du droit de vote. Cette conclusion repose sur l'idée fausse que tout gouvernement est basé sur la force physique.

Quant à l'objection tirée de l'infériorité intellectuelle

et morale de la femme, il était inutile, comme l'a fait Stuart Mill, d'y répondre que l'éducation et l'instruction donneraient aux femmes le génie et le sens artistique. L'exercice du vote n'exige que des qualités intellectuelles moyennes. Les hommes de génie et les artistes ne sont pas seuls investis du droit de vote. Pas n'est besoin non plus du sens de la généralisation. La plupart des électeurs mâles le possèdent-ils ? Du moment qu'on admet le suffrage universel, il faut y inclure les femmes comme les hommes.

Les Anglais appellent le gouvernement démocratique *Government by consent* : le Gouvernement avec le consentement des gouvernés. D'après cette définition, une classe ne devrait obéissance aux décisions du Parlement que si elle y a participé par ses représentants. L'exclure de la représentation et la soumettre à l'obéissance, n'est-ce pas faire preuve à son égard d'une flagrante injustice ? Si ce sentiment de l'injustice est éprouvé par toute une moitié de la population, c'est là un danger pour le Gouvernement et l'Etat (1).

Le principe du gouvernement par consentement trouve une application traditionnelle dans la règle que l'impôt doit être consenti par les représentants de la nation. C'est une idée essentielle dans le droit public anglais. Elle est

(1) Cf. M. Balfour, discours à la Chambre des Communes, séance du 11 juillet 1910.

à l'origine même du régime constitutionnel de l'Angleterre. Or, les femmes paient les mêmes impôts que les hommes. Peut-on dire qu'elles y consentent, alors qu'elles ne sont pas représentées au Parlement ?

Cet argument : la femme paie les impôts, elle doit les voter, était considéré à juste titre comme capital par les suffragistes anglais. Il est la conséquence logique du gouvernement démocratique et de la règle fiscale traditionnelle du droit anglais. Il revient fréquemment sous leur plume en revêtant diverses formes : *no taxation without representation; no votes, no taxes; taxation without representation is tyranny* (1). La revendication du suffrage a même affecté en Angleterre une forme particulière. La constitution d'une Ligue des femmes décidées à résister à l'impôt tant qu'elles n'auraient pas le droit de vote.

Le raisonnement avait en Angleterre une force plus grande qu'en France sous le régime censitaire en vigueur avant 1918. Le droit de vote était, en effet, pour les Anglais mâles eux-mêmes, la conséquence de l'imposition. Le droit politique était subordonné à la condition de l'inscription au rôle comme propriétaire ou comme locataire. Il était donc naturel, de la part des femmes imposées comme contribuables de demander le droit de suffrage accordé aux hommes qui payaient des impôts.

(1) Christabel Pankhurst, dans *Votes for Women*, 7 octobre 1910 et 18 août 1911.

Le mouvement suffragiste anglais n'avait donc qu'une portée limitée. Le suffrage étant censitaire pour les hommes, les femmes ne pouvaient, au maximum, revendiquer que leur assimilation aux mâles. Mais ainsi restreinte à une catégorie de contribuables, la campagne gagnait en force, s'appuyant sur une règle d'ordre constitutionnel et fiscal considérée comme essentielle dans le droit anglais.

Une autre conséquence du principe du gouvernement démocratique, c'est que les lois doivent être faites par les représentants de ceux à qui elles s'appliquent. La législation fiscale n'intéresse pas seule les femmes. Toutes les lois les touchent : l'idée démocratique exige donc qu'elles participent, au moins en élisant les députés, à leur confection. « Les femmes, disait très justement M Lloyd George, à la Chambre des Communes (1), sont affectées « par les bonnes et les mauvaises lois, par le bon et le « mauvais gouvernement, aussi intimement et aussi « sérieusement que les hommes et je n'ai jamais été « capable de trouver pourquoi elles ne doivent pas avoir « la main dans la confection des lois qui affectent leur « vie et leur bonheur, et pourquoi elles ne peuvent pas « participer au choix du gouvernement sous lequel elles « vivent. »

Certes, il est exagéré surtout aujourd'hui, de dire, avec

(1) Discours à la Chambre des Communes, séance du 11 juillet 1910.

Stuart Mill, que l'homme ne légifère que pour maintenir l'oppression de la femme. Depuis la publication de la *Subjection of Women*, une série d'acts ont à peu près complètement émancipé la femme mariée anglaise au point de vue de ses intérêts pécuniaires. Les *acts* de 1878, 1886 et 1895 ont fait de la séparation des biens le régime de droit commun entre époux. Depuis les *married property acts* de 1870 et de 1882, la femme mariée a la libre disposition de son salaire.

Cependant la législation anglaise maintient encore entre l'homme et la femme certaines inégalités. C'est le mari qui fixe le domicile, le mode d'éducation et le culte des enfants. La femme suit la nationalité du mari, avec tous les changements qu'il y apporte. La femme n'obtient le divorce qu'à des conditions plus rigoureuses que le mari (*Matrimonial causes de 1857*). La législation successorale est plus favorable aux hommes qu'aux femmes.

Les féministes anglaises ont beau jeu à protester contre ces inégalités, qui ne sont pas toutes justifiées par la suprématie nécessaire du mari et du père dans la famille (1). Elles protestent aussi contre l'insuffisance des mesures de protection de la femme relatives à la répression de la traite des blanches, du détournement des mineures, au rapt.

Dans le bulletin de vote, la femme trouverait un

(1) *Votes for Women*, 23 et 30 août 1912, 11 octobre 1912.

moyen, et le plus efficace, de supprimer les injustices ou les insuffisances de la législation masculine.

Les suffragistes anglaises insistaient avec complaisance sur les lacunes des lois faites par l'Etat masculin comme père (*as a father*), c'est-à-dire, les lois d'assistance, d'hygiène (1). N'est-il pas naturel de permettre aux femmes de participer par leurs représentants au vote des lois qui les intéressent plus encore que les hommes, sur des questions où elles ont plus de compétence que les hommes ; celles qui concernent les écoles, la maternité, les crimes d'enfants, le ravitaillement, l'assistance, les fraudes alimentaires, etc. ?

Enfin, la femme d'aujourd'hui n'est plus seulement la gardienne du foyer. Quelque opinion qu'on professe sur cette évolution, un grand nombre de femmes ont besoin de gagner leur vie. Or, la législation mâle ferme à la femme certains débouchés : n'a-t-elle pas le droit de discuter les motifs de cette exclusion, de prouver qu'elle est aussi ou mieux désignée que l'homme pour exercer certaines professions (2) ?

Pour la durée du travail, pour le salaire, pour l'ensemble des conditions du travail, il est admis que l'ouvrière doit être protégée contre la liberté des conventions par une intervention de l'Etat. La femme, plus encore que l'homme, a besoin de cette protection. Or les femmes

(1) Lawrence, *Women's Fight for the Votes*.

(2) Votes for Women, 14 janvier 1910.

suffragistes anglaises n'ont cessé de protester contre les lois de protection ouvrière faites par les hommes, soit qu'elles dénotent un égoïsme masculin, soit même simplement au nom du principe démocratique du *self government*. « Les suffragistes, écrivait Mrs Lawrence, seront opposées aux restrictions du travail des femmes, tant que les femmes seront privées du droit de vote. Lorsque les femmes ont le vote, la question de savoir si leur travail doit être limité dans tel ou tel cas peut être examinée suivant ses mérites dans les conditions exactes où sont examinées les lois qui intéressent les hommes, c'est-à-dire après considération du point de vue de ceux que la loi doit intéresser. Une loi restreignant aujourd'hui le travail des femmes est une loi imposée par une classe gouvernante à une classe gouvernée. C'est une loi qui est faite sans ces freins et contrepoids qui résultent d'un examen complet de tous les intérêts effectifs par une législation nouvelle, c'est, par conséquent, une loi injuste et oppressive. » (1).

Telles étaient, à la veille de la guerre, les lignes directrices de l'argumentation suffragiste en Angleterre :

1° — Principe de l'égalité des sexes et rejet de la prétendue infériorité de la femme, tant au point de vue physique qu'aux points de vue intellectuel et moral.

2° — Le suffrage féminin est la conséquence logique du

(1) Votes for Women, 27 octobre 1911. Cf. 23 juin et 21 juillet 1911.

principe du gouvernement démocratique et du gouvernement représentatif. La femme, qui paie l'impôt et qui subit les lois, doit participer au vote des impôts et à la confection des lois par ses représentants.

3^e — Le droit de vote est nécessaire à la femme pour assurer sa protection comme femme et comme travailleuse, contre la négligence ou le mauvais vouloir de l'homme.

Ces trois idées fondamentales du suffragisme anglais, le suffragisme français peut les faire siennes.

Les interminables discussions physiologiques et psychologiques sur la nature et la valeur des sexes ne peuvent aboutir qu'à une conclusion : les sexes sont différents, mais l'un n'est pas supérieur à l'autre. Cette question préalable écartée, restent, en faveur du suffrage féminin, deux arguments essentiels.

Dans un régime démocratique, le vote des femmes est une question de justice. Le Parlement est la représentation de la nation : la nation est-elle représentée, quand la moitié de la population ne vote pas ?

Essentiel dans tout pays de *self government*, comme l'Angleterre, cet argument prend une force plus grande encore dans les Etats qui pratiquent le suffrage universel. Aucune qualification, aucune condition de fortune, de loyer, d'instruction n'est exigée des votants. Le droit de vote est un attribut des membres de la nation. Les femmes appartiennent bien évidemment à la nation. C'est un

sophisme politique et une injustice de les exclure. Une réforme électorale récente a introduit, en France, la représentation des minorités : et alors que le législateur cherche à faire du Parlement l'image fidèle du pays, il exclurait la représentation de toute la population féminine, de la moitié du corps national ?

Cette idée de justice est capitale ; elle suffit à elle seule pour déterminer l'adhésion suffragiste. Le dernier argument, d'ordre plus pratique, est pourtant peut-être susceptible d'exercer, surtout sur les femmes, une influence plus profonde. Il n'est pas aujourd'hui d'arme plus efficace que le bulletin de vote. Dans un pays démocratique, c'est le peuple qui est, en définitive, le souverain. C'est lui qui décide de la marche du gouvernement, des affaires intérieures et extérieures, c'est lui qui fait la législation. Toutes ces questions n'intéressent-elles pas les femmes comme les hommes ? La guerre, la paix, l'hygiène, la lutte contre les crimes, contre les maladies contagieuses, l'assistance, est-ce que tout cela ne touche que les hommes ? Si la femme est affectée par la solution de ces problèmes, n'est-il pas juste qu'elle soit appelée à les résoudre en collaboration avec l'homme ?

Enfin, en dehors des lois sociales où la femme est la principale intéressée, le droit de vote est une nécessité pour l'ouvrière. N'eût-il pas été préférable que les femmes obtinssent la semaine anglaise par l'exercice du vote politique, plutôt que par une agitation gréviste en pleine guerre ?

En résumé, sans partager les théories radicales des féministes avancées qui rêvent d'une égalité destructive de la hiérarchie nécessaire dans la famille et prétendent reconstruire la société sur une prétendue identité ou négation des sexes, nous estimons que, sans mériter pour cela l'épithète de révolutionnaire on doit, au nom de la justice démocratique et en vue d'une légitime protection de leurs intérêts matériels et moraux, conférer aux femmes le droit de vote politique.

Mais cette conclusion que nous dégageons de l'argumentation suffragiste anglaise, nous ne devons pas la donner comme définitive sans avoir examiné les objections. Nous trouvons, avons-nous dit, l'exposé de la thèse antisuffragiste anglaise dans le manifeste de 1908. Bien qu'il soit devenu sans intérêt pour l'Angleterre depuis la réforme de 1918, nous allons l'examiner, comme la théorie suffragiste, au point de vue français, en en dégageant les arguments susceptibles d'être invoqués en France contre le suffrage féminin.

Voici la partie de ce manifeste qui exprimait la doctrine de la Ligue antisuffragiste anglaise. Elle s'opposait à l'octroi aux femmes du vote parlementaire :

« 1° Parce que les sphères de l'homme et de la femme, en raison des causes naturelles, sont essentiellement diverses, et que, par suite, leur part dans la direction des affaires de l'Etat doit être différente.

« 2° Parce que l'existence des complexes Etats modernes

repose sur la puissance militaire et navale, la diplomatie, la finance, les grandes industries de mines, de construction, de navigation et de transport, où les femmes ne peuvent pratiquement prendre part. Et c'est sur ces matières et sur les vastes intérêts qu'elles comprennent que roule le travail du Parlement.

« 3° Parce que, par la concession du vote dans le gouvernement local et l'admission des femmes aux Conseils de comtés et de bourgs, la nation a ouvert à la femme une large sphère d'activité et d'influence publiques, qui est dans la limite de ses moyens. En faire un complet usage réclamera toutes les énergies qu'elle peut réserver, en dehors des soins de son foyer et du développement de sa vie individuelle.

« 4° Parce que l'influence des femmes dans les questions sociales sera plutôt diminuée qu'accrue par la possession du vote parlementaire. A présent, elles se tiennent, en matière de réformes sociales, en dehors et au delà des partis politiques, et sont d'autant mieux écoutées. — L'influence légitime des femmes en politique, dans toute classe, riche ou pauvre, sera toujours en proportion de leur éducation et de leur sens commun. Mais le pouvoir de décision du vote parlementaire doit être laissé aux hommes, dont la force physique est en dernier lieu responsable de la conduite de l'Etat.

« 5° Parce que toutes les réformes mises en avant comme nécessitant le vote, peuvent être obtenues par

d'autres moyens. On en trouvera la preuve dans l'histoire générale des lois relatives aux femmes et aux enfants durant le siècle dernier. Les canaux de l'opinion publique sont toujours librement ouverts aux femmes. En outre, les services qu'elles sont particulièrement douées pour rendre à la nation, dans le champ des réformes sociales et pédagogiques, dans les investigations relatives aux problèmes sociaux, ont été reconnues par le Parlement. On a nommé des femmes membres de commissions royales, on les a admises à participer au gouvernement local. Le vrai sentier du progrès semble devoir se développer selon ces lignes. Les représentants féminins, par exemple, seraient mis en représentation consultative plus étroite avec les départements gouvernementaux, sur les matières où l'intérêt spécial des femmes est en jeu.

« 6° Parce que toute mesure pour l'affranchissement des femmes doit ou bien leur concéder le vote dans les mêmes termes qu'aux hommes, ce qui entraînera une injuste mise à l'écart, ou, en accordant le vote aux femmes des électeurs, tendre à l'introduction des différends politiques dans la vie domestique, ou, par l'adoption du suffrage des adultes, qui semble l'inévitable conséquence du principe, placer le vote féminin en état d'écrasante majorité.

« 7° Parce que, enfin, dans le cas d'un Etat chargé de responsabilités aussi complexes et aussi étendues que l'Angleterre, le danger qui peut naître de la concession

du suffrage féminin est hors de proposition avec le risque couru par les communautés plus réduites qui l'ont adopté. L'admission à la jouissance du plein pouvoir politique d'un nombre de votants auxquels la nature et les circonstances interdisent les connaissances politiques moyennes et l'expérience ouverte aux hommes, affaiblirait les forces centrales du gouvernement de l'Etat et constituerait un danger pour le pays. »

Le premier argument du Manifeste consiste à dire que le vote des femmes est contraire à la division des fonctions. C'est l'objection dite de la *Woman's Sphere*. Le progrès du monde repose sur le partage normal des attributions, c'est-à-dire, sur le principe de la compétence. La femme n'est-elle pas destinée, par sa nature même, à la famille, au ménage ? C'est assez pour occuper une existence.

L'argument n'aurait de valeur que contre l'éligibilité des femmes, et l'on sait que Stuart Mill et Condorcet y ont répondu à l'avance. Quant au droit de vote, ce n'est pas une fonction. Empêche-t-il la femme de s'occuper de son ménage, de ses enfants ? D'ailleurs la division traditionnelle des fonctions entre l'homme et la femme tend à perdre de sa rigueur. De plus en plus, la femme sort de son foyer ou du moins joint aux soins du ménage, une occupation extérieure. La guerre de 1914 a, dans une

large mesure, accentué l'emprise de la femme sur les emplois autrefois réservés aux hommes.

Le second argument du manifeste tend à exiger de l'électrice une compétence politique exagérée. A moins de faire d'une instruction encyclopédique une condition du suffrage, il faut se résigner à n'avoir qu'un corps électoral d'une compétence médiocre. L'instruction obligatoire est la conséquence naturelle du suffrage universel. Mais suffit-elle à infuser à tous les électeurs une connaissance complète de tous les problèmes politiques sur lesquels ils ont à se prononcer ? Pour recueillir des signatures à leurs pétitions, les antisuffragistes demandaient aux ouvrières ou aux paysannes si elles avaient une opinion sur l'Inde, sur l'armée, sur la marine. Sur leur réponse négative, elles leur faisaient reconnaître par une signature leur incompétence politique. Ce renseignement, donné par *l'Antisuffrage Review*, est édifiant ; les antisuffragistes exigent des femmes électrices une instruction que nul ne songe à demander aux hommes. L'argument ne prouve rien, parce qu'il prouve trop : s'il était exact, beaucoup d'électeurs ne devraient pas voter. L'argument condamnerait le suffrage universel, ou même censitaire. Si l'on admet le droit électoral masculin sur une aussi large base que la législation anglaise en vigueur en 1908, et surtout sur la base du suffrage universel comme en France, le principe de

l'égalité démocratique conduit logiquement à l'étendre aux femmes, sans qu'on puisse exiger de celles-ci une condition supplémentaire spéciale d'instruction.

Le même raisonnement permet de répondre à la troisième objection du manifeste. La sphère administrative ouverte aux femmes depuis 1869 et 1888 serait assez vaste pour leur activité ; au lieu de l'étendre à la sphère politique, il est préférable de les maintenir dans cette zone raisonnable, où elles n'ont pas encore donné toute leur mesure. Mais parce qu'un homme se désintéresse des questions d'administration locale, doit-on lui refuser le droit de s'intéresser aux questions politiques, plus palpitantes et plus vitales ? Quant à dire « qu'un complet usage (des droits municipaux) réclamera toutes les énergies que la femme peut réserver en dehors des soins de son foyer et du développement de sa vie individuelle », l'objection peut porter contre l'éligibilité parlementaire, mais non contre le droit de vote politique, car l'usage de ce droit laisse assez de temps à la femme pour déposer un bulletin dans l'urne tous les quatre ans.

Il est manifestement erroné de prétendre que le vote parlementaire diminuerait l'influence des femmes. Sans doute ont-elles, en dehors du bulletin de vote, des moyens d'influence, la beauté, l'esprit, le cœur. Mais loin de les amoindrir, l'électorat y ajouterait une force nouvelle, force essentielle dans une démocratie. Grâce au bulletin de vote, la femme compte politiquement : ses revendica-

tions ont plus de chance d'être écoutées, car elle contribue à diriger le gouvernement et la législation.

Les adversaires du suffrage, en vue de démontrer son inutilité, énumèrent les améliorations apportées, au cours du xix^e siècle dans la condition privée de la femme par des législateurs mâles. Mais à cet égard nous l'avons vu, il reste encore beaucoup à faire. Les antisuffragistes anglaises, elles-mêmes étaient des féministes convaincues et persévérantes ; elles n'ont pas cessé de revendiquer une plus complète émancipation de la femme. Pour la réaliser, le mieux et le plus rapidement possible, n'est-il pas naturel que les femmes comptent surtout sur elles-mêmes ? Les « canaux de l'opinion », la participation au gouvernement local sont pour le féminisme d'excellents moyens ; mais le vote politique est plus efficace encore.

Le manifeste admet une « relation consultative plus étroite » des représentants féminins avec les départements gouvernementaux sur les matières où l'intérêt spécial des femmes est en jeu ». Mais si on les consulte, c'est qu'elles sont donc compétentes et intéressées : pourquoi limiter leur pouvoir à un avis et leur refuser leur droit de décision ? « Le pouvoir de décision, répond le manifeste, doit être laissé aux hommes, dont la force physique est en dernier lieu responsable de la conduite de l'Etat ». Le raisonnement porte à faux : l'autorité de l'Etat ne repose nullement sur la force physique des représen-

tants, et encore moins sur celle des électeurs. La direction d'un Etat exige moins de force physique que d'intelligence et de caractère.

Aussi convient-il de ne pas s'arrêter à une objection de certains antisuffragistes ; les femmes, n'étant pas astreintes au service militaire, ne doivent pas voter. L'objection a une double portée. D'une part, éloignées de la police et de l'armée, les femmes ne sauraient assurer l'exécution des lois ; elles ne doivent donc pas contribuer à faire des lois qu'elles ne pourraient sanctionner par la force. C'est établir une fausse corrélation entre la force physique et le droit politique. La femme qui paie des impôts contribue à la marche de la police et de l'armée. Le réformé est incapable d'assurer la défense de la patrie et l'exécution des lois : cependant il a le droit de vote.

On donne encore à l'objection une autre forme ; la femme n'a pas droit au vote, parce qu'elle ne supporte pas la plus lourde charge du citoyen, le service militaire. Mais l'argument suppose un pays où existe le service militaire obligatoire. Même dans ce pays, la corrélation entre les charges militaires et le vote est inexacte. Les infirmes, les malades, les vieillards votent. Les officiers et les soldats ne votent pas. Cette réponse suffit, sans qu'il soit besoin de dépenser de grands efforts, comme le font certains suffragistes, pour démontrer les aptitudes guerrières des femmes ou les services qu'elles sont

susceptibles de rendre dans des fonctions non combattives volontaires ou obligatoires. Enfin, par la maternité, la femme supporte un charge sociale, physique et morale supérieure au service militaire.

L'objection présentée sous le n° 6 était la conséquence des particularités du régime électoral en vigueur en Angleterre au moment du manifeste. Subordonné à la possession d'une qualification qui supposait une situation indépendante, le droit de vote n'appartenait pas en principe aux femmes mariées même dans les élections municipales. A moins d'établir le suffrage universel, on ne pouvait guère donner aux femmes mariées le suffrage politique. En leur étendant simplement les qualifications exigées pour les hommes, on se condamnait à exclure les femmes mariées.

Ne nous arrêtons pas à ce dilemme sans intérêt sous un régime de suffrage universel. Mais sous un tel régime, l'octroi du suffrage à toutes les femmes, sensiblement plus nombreuses que les hommes, surtout depuis la guerre, risque-t-il de faire tomber le pouvoir en quenouille ? L'expérience des élections anglaises de 1918 suffit à démontrer que non. L'éligibilité même des femmes n'a pas abouti à une suprématie du sexe faible.

Quelle valeur faut-il attribuer, pour la France aux objections des antisuffragistes anglais ?

L'objection de la *Women's sphere* mérite peut-être une plus sérieuse attention en France qu'en Angleterre. La

femme française est, par tempérament, moins indépendante que la femme anglo-saxonne, elle est plus exclusivement femme de maison. Les mœurs lui ont jusqu'à présent refusé toute participation à la vie politique, à la propagande électorale même et à l'action administrative. Elle n'est encore ni électrice ni éligible aux conseils municipaux et aux conseils généraux. Cependant le barreau lui est ouvert ; elle peut faire partie des commissions administratives des bureaux de bienfaisance, des conseils du travail et du commerce (Conseil supérieur du travail, Conseil supérieur de la mutualité, Conseil des prud'hommes, Chambres et tribunaux de commerce).

L'admission des femmes dans le corps électoral municipal et politique serait donc en France une première expérience et peut-être la prudence commanderait-elle de procéder par étapes, comme l'a fait l'Angleterre, en accordant d'abord aux femmes l'électorat municipal, puis l'électorat politique.

C'est d'ailleurs là une simple question d'opportunité, et l'on ne saurait s'arrêter à l'objection d'ignorance politique pour refuser aux femmes, dans un pays de suffrage universel, le droit de vote politique accordé aux hommes sans condition de compétence, au nom du principe démocratique.

La troisième objection du Manifeste perd beaucoup de sa valeur en passant en France. Les femmes n'y exerçant pas les fonctions locales, l'exercice du vote municipal ou

politique ne les distrairait en rien de leur mission familiale.

Le bulletin de vote ne diminuerait nullement l'influence que la femme tire de son sexe. Plus profonde en France par la grâce et l'esprit particuliers à la Française, elle s'accroîtrait encore. Le bulletin de vote lui permettrait de faire aboutir ses revendications de femme mariée et d'ouvrière.

La législation du travail tend à faire une place de plus en plus grande à la consultation des intéressés, en attachant une valeur réglementaire aux décisions des comités mixtes et aux contrats collectifs de travail (lois françaises de 1915, 1917 et 1919 sur le salaire minimum des ouvrières à domicile, sur la semaine anglaise, sur la journée de huit heures et sur les conventions collectives de travail). C'est un développement intéressant de cette « relation consultative plus étroite », souhaitée par la Ligue anglaise antisuffragiste elle-même. Mais pourquoi la limiter à un pouvoir consultatif et refuser aux femmes le pouvoir de décision parlementaire sur ces questions d'intérêts matériels, comme aussi sur les problèmes vitaux du pays, qui intéressent la nation entière sans distinction de sexe ?

Est-il à redouter que le vote féminin modifie l'orientation politique et l'anémie ? Même si l'électorat des femmes aboutit à leur éligibilité, les fonctions politiques resteront toujours, *en fait*, l'affaire des hommes. Condorcet et

Stuart Mill en ont donné les raisons psychologiques et sociales qui demeurent exactes, et l'expérience anglaise de 1918 a confirmé le bien-fondé de leurs pronostics. Ainsi limité en fait au droit de vote, l'exercice des droits politiques des femmes ne modifierait pas la composition mâle des Parlements et des gouvernements.

Reste la dernière objection. Les femmes seraient indifférentes au droit de vote. Le mouvement suffragiste n'a certainement pas acquis en France l'ampleur du suffragisme anglais. Le mouvement féministe français n'a pas réussi, il faut l'avouer, à secouer profondément le pays. D'allure purement intellectuelle et constitutionnelle, il n'a pas forcé l'attention par les procédés extérieurs du meeting ou de la militancy des suffragistes et des suffragettes anglaises. Les adhérents se recrutent surtout dans les milieux intellectuels et, par discipline de parti plus que par enthousiasme, dans le monde du travail.

Mais il ne faut pas attacher à cette constatation une importance exagérée. Si le vote féminin est une question de justice démocratique, s'il est indispensable à la femme pour soutenir ses droits et assurer son existence, peu importe l'indifférence de la majorité des femmes. Toutes les femmes sont féministes, ont des revendications à défendre. L'éloignement de la vie publique leur fait méconnaître l'efficacité de l'arme la plus précieuse, le bulletin de vote. Elles ignorent la meilleure méthode pour réaliser leurs ambitions féminines. Faut-il les maintenir

dans cette ignorance et n'est-ce pas de la part des hommes, faire preuve d'égoïsme et d'hypocrisie que d'admettre les revendications des femmes et de leur refuser le moyen le plus efficace de les faire aboutir ?

CONCLUSIONS

En étudiant le vote des femmes en Angleterre, nous avons eu surtout pour but de chercher dans un pays voisin de la France les éléments de la solution d'un problème qui, depuis la guerre, se pose nettement : Faut-il conférer aux femmes françaises le droit de vote ?

Il nous suffit de résumer en quelques lignes la conclusion qui se dégage de notre étude. Nous avons analysé les idées sur lesquelles reposait le mouvement suffragiste anglais et les objections de ses adversaires. De ce fond d'arguments, la plupart d'une portée universelle, nous avons retenu deux grandes idées essentielles. Dans un pays de régime démocratique et de suffrage universel, il n'est ni logique, ni équitable de refuser le vote politique à la moitié de la nation. Devant le principe de l'égalité démocratique, cèdent les différences de sexe, comme toutes les inégalités physiologiques, psychologiques et intellectuelles qui existent entre les hommes eux-mêmes. Au nom de ce principe, les femmes sont en droit de revendiquer le mode de protection le plus efficace de leurs intérêts.

Nous avons vu aboutir enfin en Angleterre les longs et tenaces efforts suffragistes. Par son activité pendant la guerre, la femme anglaise a emporté sans lutte tous les

obstacles, converti les plus notoires adversaires, M. Asquith lui-même. La femme française a-t-elle été inférieure à sa voisine pendant les quatre années de guerre? N'a-t-elle pas montré l'immense place qu'elle tient dans la nation et mérité de recevoir l'attribut essentiel des membres de la nation?

En consacrant le suffrage politique féminin, les *acts* de 1918 ont ajouté un précédent d'une importance considérable à ceux dont les antisuffragistes déniaient la valeur. Ce n'est plus un Etat éloigné, de dimensions restreintes, de population minuscule, de civilisation récente, qui donne aux femmes accès à la vie politique. C'est une des principales puissances européennes, voisine de la France, de vieille civilisation, de constitution démocratique comme la France.

L'expérience anglaise, que certain avait prédite *catastrophie*, a été, comme on l'a vu, ce qu'on pouvait souhaiter de mieux : dépourvue de tout caractère sensationnel, calme dans sa forme extérieure, sans bouleversements dans ses résultats.

Par le mouvement des idées, par la propagande, par l'expérience tentée et réussie, l'Angleterre a ouvert la voie à la France. Sûre de ne pas commettre une imprudence, la France peut s'y engager sans hésiter : c'est la voie de la justice.

VU : *Le Doyen*,
F. LARNAUDE.

VU : *Le Président de la thèse*,
E. CHAVEGRIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris, P. APPEL.

